MICROFICHED
3-P-86-0048
Information Sciences Archival Copy
3-P-86-0048

famille & développement

N° 55
Juillet 1990
500 F CFA

Afrique de l'ouest et Afrique centrale francophone (Zone CFA) : 500 F — Mauritanie : 100 UM — Burundi : 140 FRB — Rwanda : 120 FRW
Zaïre : 155 Z — Autre Afrique : 600 F CFA — France : 15 FF — Suisse et autre Europe : 10 FS — Amérique et Asie : 5 $ US.

IDRC LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE DU CRD
OCT 1 1990
OTTAWA

SPECIAL FUNERAILLES (suite) / Bénin / Cameroun / Centrafrique / Congo / Rwanda

Nos morts nous coûtent trop cher

Le sida n'est pas toujours mortel

Revue trimestrielle africaine d'éducation et de coopération technique

IDRC CRDI
250465

sommaire

3

Informations scientifiques...

- Diabétiques : La piqûre ou la pilule ? Vous aurez bientôt le choix
- Contrôle biologique : Des karités sans parasites... du beurre sans peine
- Comment utiliser une punaise pour en tuer une autre

6

Nouvelles de l'Asafed

Deux ordinateurs pour F & D

7

Revue de presse

- L'art de vivre sainement
- Guerre des assaisonnements : Le troisième larron
- Du pain de manioc fabriqué industriellement

10

Spécial funérailles (Suite)

• BENIN

11 — Surtout ne pas perdre la face... quitte à manger de la vache enragée pendant de longs mois
par Léon Brathier

• CAMEROUN

14 — Il faut "verser le vin du mort"... si on ne veut pas s'exposer aux foudres des ancêtres
par Isaac Njifakue

• CENTRAFRIQUE

17 — L'Oubangui n'est pas le Pactole... et les Crésus à la gomme de Bangui le savent. Pourtant...
par Sylvai Germain Gotto

Au Sud Ghana, les effigies funéraires ne sont ni des gisants, ni des orants ; parce qu'on ne les représente généralement ni couchées, ni à genoux. Vêtues de leurs plus beaux habits, elles semblent bien vivantes. « Les morts, dit le poête, ne sont pas morts... ».

• CONGO

20 — Nos morts nous coûtent trop cher... pas moins de 23 milliards de francs CFA leur ont été consacrés en 1986
par Jean-Marie Samuel Ouénabio

• RWANDA

23 — On ne mange pas, mais on boit... et la bière coule à flots tout de suite après la mise en bière
par Antoine Mugesera

26

Education

L'éducation pour tous d'ici à l'an 2000

• DAKAR

28 — Remédier à la cassure du système éducatif africain

• JOMTIEN

30 — Un droit fondamental pour tous
Dossier réalisé par Koffi Attignon

34

Développement

Le droit au développement en tant que droit de l'homme : une lutte mondiale.
par Koffi Attignon

36

Santé

Le sida n'est pas toujours mortel... si on choisit de vivre, et de combattre le virus
par le Dr. Béatrice Petit et le Dr. Christian Schaller

39 — Des plantes pour vaincre le sida, il y en a. Et les guérisseurs les connaissent.

41

Technologie pour tous

La pompe manuelle Afridev. Elle est présente partout.

43

Livres

Gaspard Gahigi a lu pour vous :

- "Une Afrique en marche", de Pierre Pradervand et "Soignez-vous à peu de frais", de Jean Pliya
- On trouvera également (pp 45 à 49) une présentation du livre "Savoir pour sauver", l'ouvrage le plus important de la présente décennie.

DIABETIQUES

La piqûre ou la pilule ?

Vous aurez bientôt le choix

Nouvel espoir pour les diabétiques contraints à la piqûre quotidienne d'insuline[1] : la pilule d'insuline. Les brevets pour cette invention ont été demandés aux Etats-Unis et en Israël par l'équipe de chercheurs du Centre hospitalier universitaire Hadassah, à Jérusalem.

L'insuline, c'est l'hormone qui régularise la glycémie et qui est donc vitale pour les diabétiques. Le problème est que la piqûre quotidienne n'est pas sans danger : la concentration de la dose en une seule fois peut entraîner un certain nombre d'effets secondaires pouvant aller jusqu'à la cécité et aux affections cardio-vasculaires.

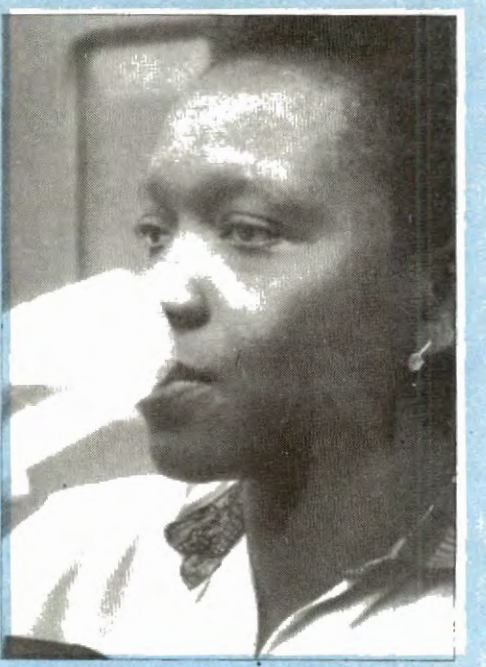
La mise au point d'une pilule d'insuline se heurtait jusqu'à présent à deux obstacles majeurs : l'hormone traverse difficilement l'épaisse paroi intestinale et est vulnérable aux enzymes digestives qui la décomposent avant qu'elle ne puisse passer dans le circuit sanguin, rendant ainsi inopérante son action biologique.

L'équipe de recherche de l'hôpital Hadassah, sous la direction du Pr Hanoch Bar-On, a trouvé une solution : l'insuline est mélangée à des sels biliaires et des extraits de soja pour lui permettre de traverser plus facilement la paroi intestinale ; chaque parcelle de l'ensemble reçoit un enrobage entérique[2] le protégeant des enzymes intestinales.

Les diabétiques peuvent donc désormais rêver au jour où ils pourront enfin jeter seringues et aiguilles... Car, la mise au point et la commercialisation de la pilule d'insuline ne sauraient tarder.

ECHOS DE JERUSALEM

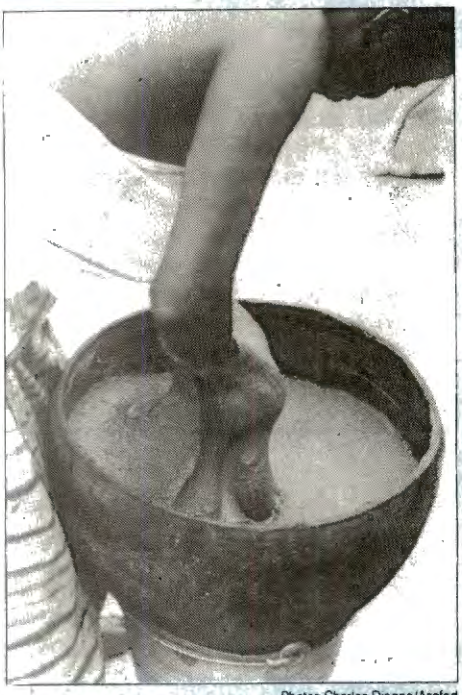
(1) Voir F & D N° 52
(2) **Entérique** : relatif aux intestins



Photos Charles Diagne / Asafed

CONTROLE BIOLOGIQUE

Des karités sans parasites...



Photos Charles Diagne/Asafed

Quelques phases de la fabrication traditionnelle du beurre de karité.

Des recherches sont en cours à l'Institut de recherche en bioécologie tropicale (IRBET) au Burkina Faso et à l'Université Pierre et Marie Curie de Paris pour sauver les karités victimes d'attaques parasitaires qui mettent la survie de ces arbres si utiles en danger.

Ce sont les Tapinanthus qui causent aujourd'hui les plus graves dégâts. Ces plantes parasites se fixent sur les branches des arbres et puisent dans leur sève l'eau et les éléments minéraux nécessaires à leur croissance. Les karités sont reconnaissables aux spectaculaires excroissances, appelées "roses de Madère", qu'ils développent.

Actuellement, ce parasitisme prend une importance grandissante et touche la majorité des peuplements de karités. Il réduit considérablement la production des arbres et les rend plus sensibles aux attaques d'insectes et aux maladies. Pour l'instant, la seule technique de lutte possible est l'arrachage des Tapinanthus.

... du beurre sans peine

Au Mali, la fabrication du beurre de karité sera prochainement très allégée pour les femmes. La Compagnie malienne de développement des textiles (CMDT) va construire en série et diffuser une chaîne motorisée de transformation des noix en beurre mise au point par le CEPAZE. Elle comprend une étuve solaire pour le séchage, une décortiqueuse, un broyeur et un pétrin. Elle sera, tout d'abord, installée dans les villages de plus de 2000 habitants qui peuvent en assurer les charges. Dans les villages plus modestes, où ne vivent qu'une trentaine de femmes, le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) soutient la fabrication d'une presse, testée par la GTZ*, qui écrase trois kilos d'amandes en vingt minutes et extrait 85 % des matières grasses qu'elle contient.

SPORE

*GTZ = Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit. En français : Office allemand pour la coopération technique.

Comment utiliser une punaise pour en tuer une autre

Charles Diagne/Asafed

Le parasite du haricot ailé dans ses œuvres.
On recherche activement son prédateur naturel.

Depuis 1700 ans, au moins, les producteurs de mandarines ont su se servir des fourmis carnivores pour empêcher que leurs récoltes ne soient détruites par les fourmis et les chenilles mangeuses de fruits. Les fourmis à agrumes sont ainsi utilisées pour "patrouiller" sur les mandariniers. De petits "ponts" de bambou sont tendus entre les arbres pour permettre à ces grosses fourmis de rejoindre chaque arbre du verger.

La lutte anti-parasitaire biologique (1) implique l'utilisation d'un insecte prédateur ou d'un parasite, ou parfois d'une bactérie, d'un virus, d'une moisissure, d'un nématode (2) ou d'un plus gros animal, afin de maîtriser la prolifération des parasites.

Protéger l'environnement

Cette technique, qui consiste à combattre les parasites au moyen de leurs ennemis naturels, fait appel à une grande connaissance des cycles de vie, du comportement et des modes d'alimentation à la fois des parasites et de leurs ennemis.

Malgré ce haut niveau de spécialisation, beaucoup de techniques biologiques de lutte contre les insectes se sont avérées moins coûteuses que d'autres, quand elles sont pratiquées sur de grandes étendues. De plus, ce procédé évite tout risque de dégradation de l'environnement et tout danger quant à l'utilisation des pesticides chimiques, de même que le risque d'accoutumance des parasites qui deviennent résistants au traitement.

Mangées dès leur éclosion

De nombreux pays font appel, actuellement, à une série de techniques biologiques de lutte anti-parasitaire. C'est ainsi que les Chinois combinent la technique du contrôle biologique des parasites avec d'autres techniques dans la culture du riz, du blé, du coton, des fruits et légumes et aussi pour les arbres forestiers.

On peut citer, comme exemple d'utilisation d'insectes parasites, celle pratiquée, de façon extensive, avec quatre espèces de guêpes du genre "Trichogramma", pour contrôler toute une variété de chenilles parasites dont la pyrale du maïs, le cigarier du riz, la chenille épineuse du pin, le vers rose du cotonnier, et la pyrale de la canne à sucre. Ces guêpes déposent leurs œufs sur ceux des papillons et des chenilles et les larves de chenilles sont alors mangées par les jeunes larves de guêpes dès leur éclosion.

Des prédateurs voraces

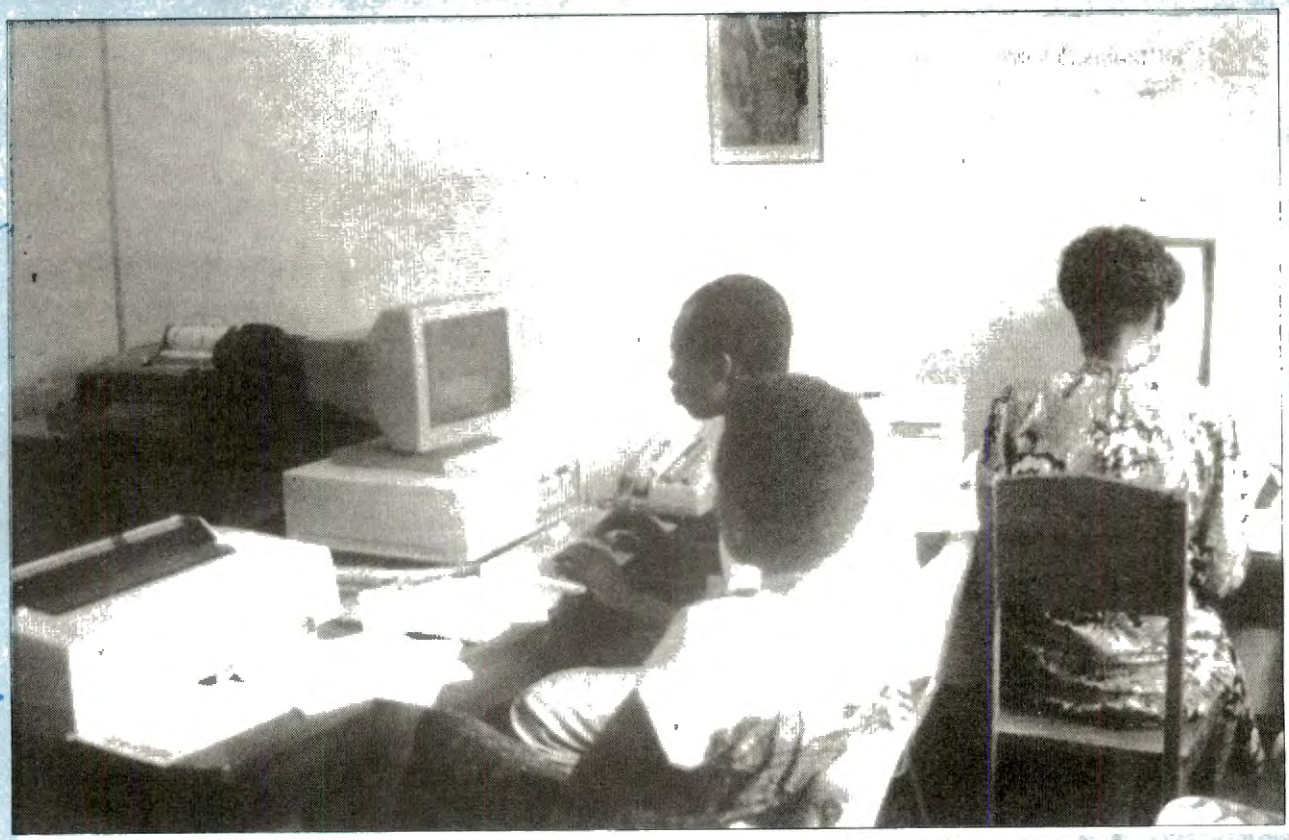
Une pratique très ancienne, mais très efficace pour l'éradication des parasites du riz, tels que le criquet du riz, la sauterelle brune et la pyrale du riz, réside dans le contrôle biologique reposant sur l'utilisation de jeunes canetons. Ces prédateurs voraces sont lachés dans les rizières où ils parviennent à réduire la quantité de parasites de 65 à 75 %.

Cette technique a été récemment introduite au Japon pour faire face à l'invasion croissante d'une espèce d'escargot géant venue d'Argentine. Dans ce cas, ce sont des canards adultes qui sont chargés de manger les masses roses formées par les œufs d'escargots dans les rizières.

ECOFORUM

(1) — Voir F & D N° 52, notre article "Manioc : défense tous azimuts".
(2) — **Nématode** : "semblable à du fil".

Deux ordinateurs pour F & D



Charles Diagne / Asafed

L'Association africaine d'éducation pour le développement (ASAFED), vient d'être dotée d'un système informatique financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Cette technologie de pointe dans le domaine de la presse permet désormais à l'ASAFED de composer et de faire le montage, directement sur l'ordinateur, de la revue *"Famille & Développement"* qu'elle édite depuis 1978 ; et, partant, de réduire sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

Le système livré à l'ASAFED comporte :

— deux imprimantes (une matricielle P9 et un laser LP8)

— deux unités centrales avec une mémoire de 60 MO, dotées d'un écran monochrome et d'un écran PAO

— un onduleur EPSILION 1 000 M.I.

— quatre logiciels (Page Maker, World Perfect, D base III Plus, Tableur Lotus 1,2,3).

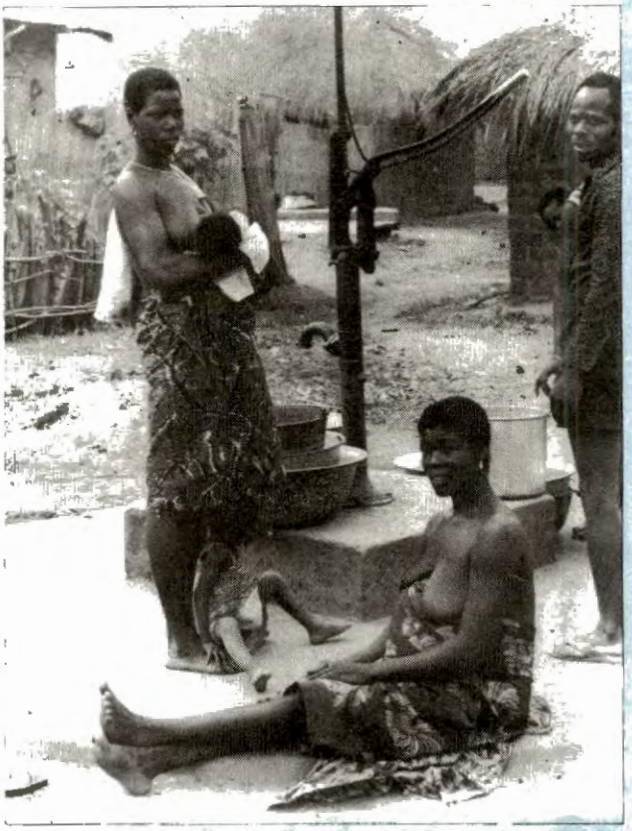
La contribution totale de l'ACDI s'élève à 30.150 dollards canadiens, soit près de 8.000.000 F CFA, somme qui a servi à l'achat du matériel et à la formation du personnel.

Le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) a également contribué à la formation du personnel.

D.K

L'art de vivre sainement

Photos Charles Diagne Asafed



Installer des pompes jusque dans les villages les plus reculés et s'assurer que les centres de protection maternelle et infantile fonctionnent correctement, contribue au bien-être des populations.

Il y a à peine quelques décennies, les épidémies de variole, de diphtérie et, dans les pays tropicaux, de paludisme et de maladies à microfilaires, tuaient ou handicapaient un fort pourcentage d'enfants et de jeunes. La variole, tout au moins, a été éliminée et certaines autres maladies ont été plus ou moins maîtrisées. Parallèlement, de meilleurs soins de santé pour les femmes enceintes ou qui allaitent ont commencé à faire baisser les taux de mortalité ou de maladies périnatales.(1)

Cependant, vu l'accroissement du nombre de personnes d'âge mûr ou avancé, les maladies liées à la dégénérescence(2) ont proportionnellement augmenté. L'OMS a souligné que plus de la moitié des personnes qui meurent de cancer appartiennent aux pays du Tiers monde et que "les pays en développement entrent dans l'ère des crises cardiaques". Mentionnons, notamment, les maladies

Notre santé dépend de nous et de nos habitudes

Charles Diagne/Asafed

Beaucoup dormir. Et, si possible, faire une sieste en milieu de journée.

cardio-vasculaires (crises cardiaques), les accidents vasculaires cérébraux, l'hypertension, le diabète,(3) les maladies rénales, l'arthrite(4) et l'arthrose(5), les maladies auto-immunes, le cancer, les troubles de la prostate, la démence et la carie dentaire. Que peut faire l'individu pour prévenir ou, du moins, retarder ces problèmes ?

Les recherches effectuées au cours des deux dernières décennies ont révélé qu'il existait en fait des moyens de prévenir, sinon toutes, au moins la plupart des maladies liées à la dégénérescence. Ces possibilités n'ont, toutefois, pas été comprises par la majorité des médecins ni par le public en général. Il est vrai que ces méthodes sont peu répandues.

Parlons, d'abord, de la santé et de ce qu'il faut en savoir. Chaque individu doit apprendre l'art de vivre sainement. Une énorme portion de la science médicale est encore inexploitée et, donc, ignorée par la population ; si tel n'était pas le cas, les hôpitaux se videraient peut-être des patients à long terme et des malades ambulatoires(6) chroniques.

Peser moins, vivre plus longtemps ?

L'un des facteurs les plus importants concerne le régime alimentaire et, par dessus tout, l'abandon des repas trop riches - riches en protéines et en graisses. Je recommande, personnellement, un régime "biogénique", faible en calories mais très nourrissant et avec un apport important de légumes et de fruits crus . Un tel régime est essentiel pour le contrôle du poids, et des sondages effectués parmi des gens de cultures diverses ont révélé qu'il pouvait grandement contribuer à la longévité.

L'approche "naturelle" d'une meilleure santé comporte de nombreux autres aspects : faire régulièrement de l'exercice, beaucoup dormir, y compris, si possible, une sieste en milieu de journée, ne pas fumer, boire beaucoup d'eau, de préférence de l'eau de source naturelle, éviter l'excès de boissons alcoolisées et communiquer avec des gens de tous les âges. Ce dernier élément est vital pour éviter l'écart entre les générations qui peut nuire à la santé physique et mentale.

J'ajouterais, enfin, le yoga et la méditation, la consommation de tisanes au lieu de café et des périodes occasionnelles de jeûne. Un autre facteur-clef, idéalement parlant, serait d'avoir pu choisir nos parents avec discernement ! Je crois aussi que nous avons beaucoup à apprendre des coutumes traditionnelles de santé appartenant à de nombreuses cultures, comme, par exemple, l'usage régulier de plantes médicinales.

Avant toute chose, il est vital pour chacun de reconnaître que la santé n'est pas une affaire relevant uniquement des médecins, des hôpitaux et des infirmières ; notre santé dépend de nous et de nos habitudes. L'effort personnel de chacun d'entre nous peut nous permettre d'atteindre notre objectif : la maturité et la vieillesse sans maladies et un potentiel accru de créativité et de plaisir.

KARL SHMIDT
Santé du monde

(1) — La période **périnatale** (périnatalité) précède et suit immédiatement la naissance. Elle s'étale du 28e jour de la gestation au 7e jour de la naissance.
(2) — **Dégénérescence :** Modification pathologique (d'un tissu, d'un organe) avec perturbation de leurs fonctions.
(3) — **Diabète :** Voir F & D N° 53.
(4) — **Arthrite :** Affection articulaire d'origine inflammatoire.
(5) — **Arthrose :** Altération chronique de diverses articulations, sorte de vieillissement, souvent prématuré, des cartilages articulaires.
(6) — **Malades ambulatoires :** Capables de se déplacer, de mener une vie active.

GUERRE DES ASSAISONNEMENTS (Suite)

Le troisième larron

Charles Diagne/Asafed

Le "soumbala". Il plie mais ne rompt pas.

En Afrique de l'Ouest, des milliers de femmes se procurent un revenu en vendant du "*soumbala*"(1), un condiment riche en protéines utilisé pour la préparation des sauces et préparé avec des méthodes artisanales à partir de graines de néré. Les femmes de la région du Kafanchan, au Nigeria, ont mis au point une nouvelle méthode de fabrication qui utilise le soja comme matière première et s'avère beaucoup plus rapide et économique.

Elles font frire des graines de soja, les décortiquent, les font bouillir pendant six heures (soit quatre fois moins longtemps que les graines de néré), puis les mettent à fermenter. Cette méthode permet de gagner du temps et d'économiser de l'eau et, surtout, de grandes quantités de bois de feu. L'utilisation du soja a un autre avantage : les femmes peuvent le cultiver elles-mêmes sur les parcelles que leur ont attribué leurs maris. Elles n'ont, donc, plus besoin de payer des droits de cueillette ou d'acheter des graines de néré.

Au Nigeria, la production du "*soumbala*" (appelé localement *daddawa*) contribue désormais à l'extension de la culture du soja dont elle constitue le principal débouché.

De plus, la nouvelle recette inventée par les femmes nigerianes pourrait contribuer à relancer le "*soumbala*" dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest où la fabrication traditionnelle, trop vorace en bois de feu, est en pleine régression. Dans les grandes villes en particulier, le "*soumbala*" de néré, devenu trop cher, tend à disparaître au profit des bouillons-cubes importés.(1)

SPORE

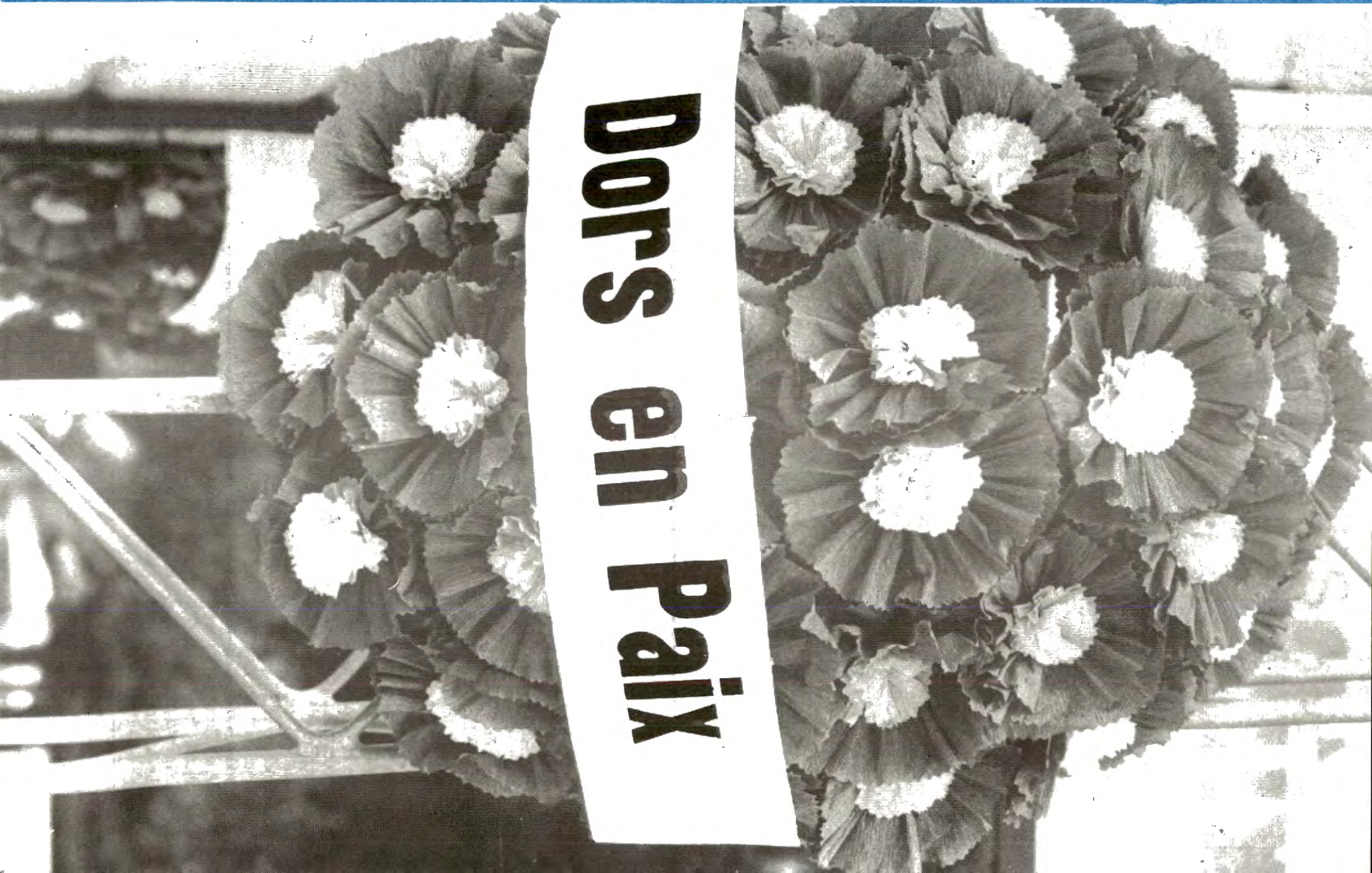
(1) — Voir F & D N° 52, "Guerre des assaisonnements : quand le *soumbala* se rebiffe".

Du pain de manioc fabriqué industriellement

La "*chicouangue*", le pain de manioc consommé au Congo, est à présent fabriquée industriellement par Agricongo *. Le nouveau procédé permet de mécaniser les opérations les plus pénibles : défibrage, pétrissage et première cuisson. Ainsi, il ne faut plus que vingt quatre heures, au lieu d'une semaine, pour passer du tubercule à la "*chicouangue*". La machine fabrique 100 kg de pain en une heure alors qu'il en faut quatre de travail aux femmes pour en obtenir un kilo. Une fois prêt, le pain de manioc est emballé dans des gaines de plastique pour éviter son dessèchement. Les premiers pains vendus en ville ont été très appréciés par les consommateurs. Cette machine sera prochainement fabriquée au Congo où des agriculteurs, regroupés, pourront facilement l'acquérir.

* Agricongo : BP. 785 — Brazzaville — Congo

Spécial FUNERAILLES



© Charles Diagne / Asafed

Spécial funérailles

BENIN

Surtout, ne pas perdre la face

...quitte à manger de la vache enragée pendant de longs mois

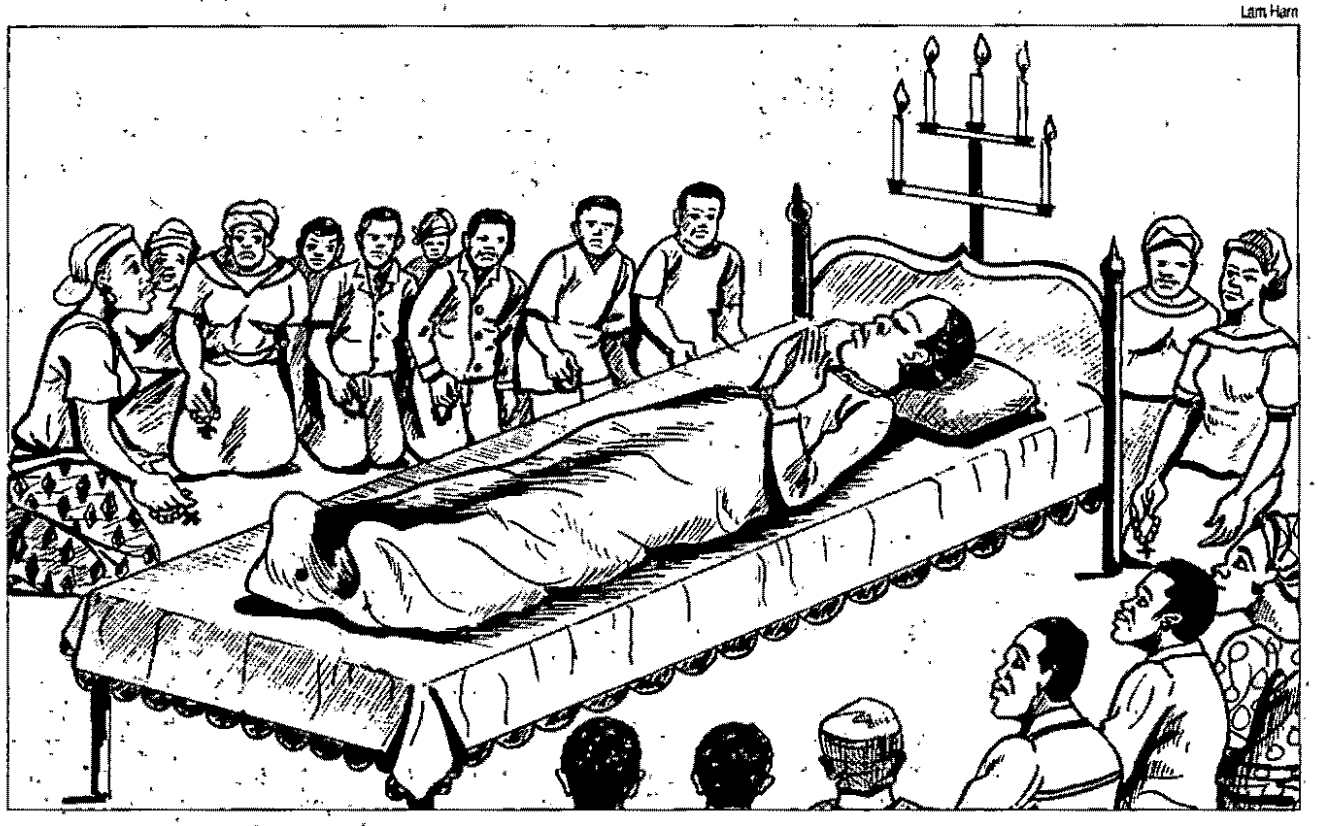
LEON BRATHIER

LA crise économique que traverse le Bénin, devrait, normalement, imposer aux Béninois plus de rigueur dans l'organisation des cérémonies familiales. Surtout en ce qui concerne les funérailles. Mais, tel n'est pas le cas. "Bien enterrer" un parent reste un acte de prestige. Les oncles, les tantes et autres parents vous poussent au faste. Refusez de vous y soumettre, et vous serez frappé d'anathème !

Quelle que soit sa condition sociale ou son niveau intellectuel, chaque Béninois prend à cœur, par "obligation sociale", d'accomplir, avec soin, les "devoirs" que lui impose le décès d'un parent. Pour tous ceux qui sont sensibles au prestige, ne pas satisfaire à ces exigences, souvent pénibles et coûteuses, c'est perdre la face, se trouver marginalisé et rejeté par la société, en commençant par les siens. C'est ce qui explique pourquoi bien des gens sont prêts à se ruiner pour "mériter" la considération de leur entourage. Ainsi, du haut cadre de l'Etat au planton, du grand au petit commerçant, tout le monde s'agite comme un beau diable. Car il faut, coûte que coûte, que les cérémonies qu'il organise fassent date. Et il est permis de se demander s'il n'en a pas toujours été ainsi ; puisque les morts ont toujours eu droit à tous les égards, surtout le jour de leur inhumation. Seulement voilà : le faste d'hier n'a rien à voir avec celui d'aujourd'hui. Car, si, hier, on se faisait un devoir d'honorer les morts, il en va tout autrement aujourd'hui ; vu que les honneurs visent, avant tout, les vivants, même s'il est vrai qu'ils retombent, tout de même — mais seulement par ricochet — sur ceux qui nous quittent à jamais. On est, ainsi, passé du

Spécial funérailles / *Bénin*

Lam Harn



Veillée du corps avant la mise en bière. Dans la prière et le recueillement.

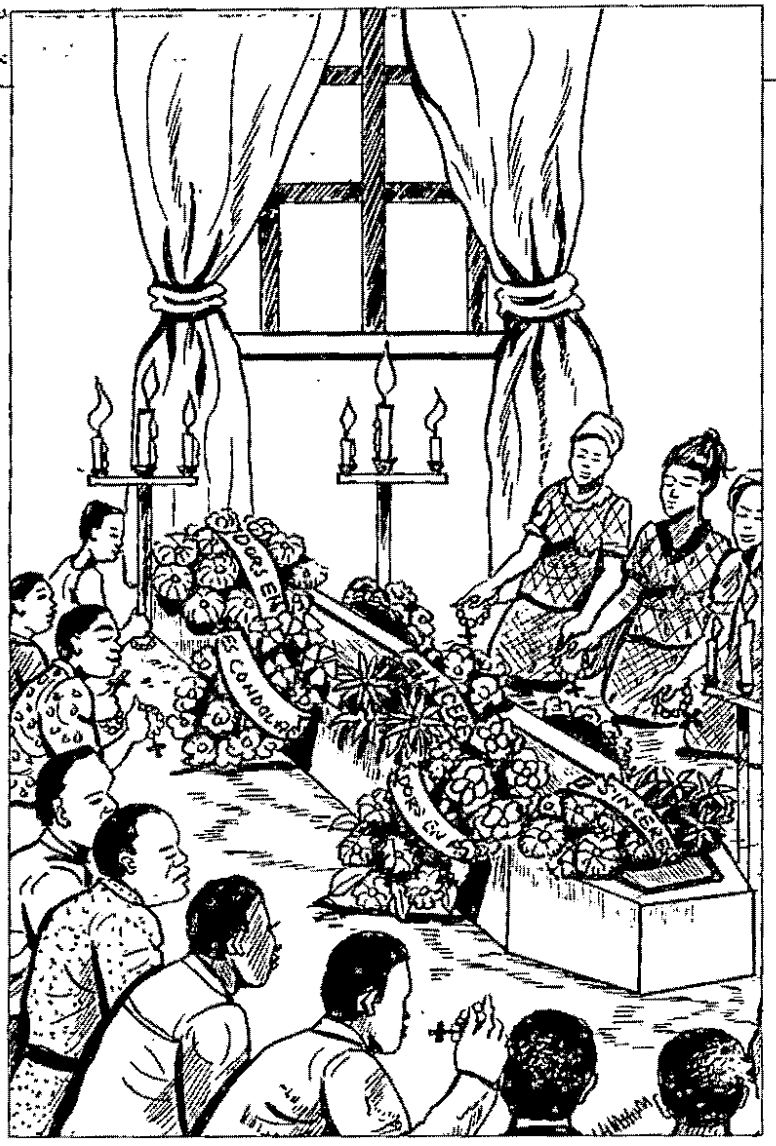
rituel sacré aux pratiques tant décriées aujourd'hui. C'est regrettable.

APPRENDRE que vous venez de perdre un être cher est déjà une épreuve qui vous ébranle. Penser qu'il vous faudra, peut-être, vous ruiner et même vous endetter, pour l'enterrer "comme il faut" dépasse l'entendement. Et, pourtant, rien n'y fera. Et vous serez bien obligé de vous exécuter. Surtout, après le déferlement des vagues de parents plus ou moins éloignés et d'amis qui, dès l'annonce de la "triste nouvelle," et faisant pratiquement fi de votre douleur et de votre désarroi, ne se feront pas prier pour vous "rappeler votre devoir" : organiser des funérailles "réussies" dont toute la ville se souviendra longtemps. Peu importe que vous et vos proches en ayez ou non les moyens. D'ailleurs, "qui cherche trouve". Et, de l'argent, il y en a toujours quelque part. Même en cette période de conjoncture difficile. "Il suffit de frapper à la bonne porte." Et, "la bonne porte" quand on ne gagne pas des mille et des cents c'est souvent celle de l'usurier, qui se montre d'autant plus vorace qu'il connaît votre problème et votre urgent besoin d'espèce sonnantes et trébuchantes.

Du grabat au cercueil capitonné

Le défunt a-t-il été emporté par une maladie que des soins appropriés en milieu hospitalier — auxquels il n'a pas eu droit, faute d'argent — auraient pu juguler en quelques jours ? Personne ne s'en est jamais soucié. Mais qu'importe ! Tout doit être fait pour l'enterrer pompeusement. Pas pour lui, mais

Lam Ham



Le mort, vêtu comme s'il allait à son premier bal, doit reposer dans un cercueil « taillé sur mesures » qui ne manquera pas de susciter l'admiration ou la jalousie et croulera sous des couronnes, importées de préférence.

Bénin

pour la famille. Un nom, c'est sacré.

On rebadigeonne alors sa maison ; peut-être pour la première fois. On le pomponne et on l'expose avec tout ce qui peut matérialiser, avec éclat, la richesse. Commencera alors le défilé de ceux qui viennent présenter leurs condoléances. L'enterrement n'aura lieu que bien après. Quand il aura été donné à tout le monde de constater que la maison mortuaire a été pratiquement remise à neuf ; que le mort, vêtu comme s'il allait à son premier bal, reposera dans un cercueil "taillé sur mesures", qui ne manquera pas de susciter l'admiration — ou la jalousie —et qu'il y a largement de quoi "recevoir" tous ceux qui auront fait le déplacement ce jour-là ; mais, aussi, les jours suivants. Chez les catholiques, à peine sorti du cimetière, on pensera déjà aux cérémonies de la huitaine et à la sortie de deuil qui seront, au moins, aussi dispendieuses. Chez les musulmans qui, eux, n'exposent pas le corps et enterrent leurs morts le plus tôt possible, c'est à l'organisation du 8ème, puis du 40ème jour, cérémonies hautes en couleur et fort coûteuses, que l'on s'attellera. Car, pour les uns comme pour les autres, ce sont des jours mémorables qui donnent lieu à de véritables fêtes égayées par des orchestres, des chorales et des groupes folkloriques de renom. Avec toutes ces réjouissances, la barre du million de francs est vite franchie. Et c'est rare qu'après pareille bombance, la famille éplorée ne se retrouve pas sur la paille.

Réprimer ou sensibiliser ?

Face aux drames familiaux qui résultent de l'endettement excessif occasionné par ces cérémonies, les autorités ne sont pas restées les bras croisés. Elles ont même essayé de les réglementer. En vain. Et les agents des forces de l'ordre chargés, en collaboration avec les délégués de quartiers, de faire appliquer les nouveaux textes ont dû vite baisser les bras. Visiblement, on avait sous-estimé l'attachement des populations à ces manifestations qui continuent de coûter les yeux de la tête, puisque même les décideurs qui sont, pourtant, à l'origine de la nouvelle réglementation sur les cérémonies familiales onéreuses, n'arrivent pas, pour des raisons de prestige personnel, à donner l'exemple. Bien au contraire. Et leurs largesses, lors des funérailles auxquelles ils participent ou qu'ils organisent, ne peuvent que contribuer à amplifier le phénomène. Même si, au fond, tout le monde reconnaît le bien-fondé de ces mesures. Surtout en ces temps de crise. Aussi, l'échec de la méthode répressive devrait inciter les pouvoirs publics à adopter désormais celle de la sensibilisation, l'exemple devant venir d'en haut. Il est possible, à notre avis, de respecter les rites funéraires sans, pour autant, verser dans la démesure. Et confondre "folklore" et tradition.

LEON BRATHIER

Spécial funérailles

CAMEROUN

Il faut "verser le vin du mort"

... si on ne veut pas s'exposer aux foudres des ancêtres

ISAAC NJIFAKUE

A L'OCCASION des cérémonies funèbres, dans nombre d'ethnies camerounaises, s'organisent des manifestations souvent pleines de faste qui relèguent au second plan le souvenir même du défunt. On danse, on s'empiffre de nourriture, on drague et on boit plus que de raison. Pour noyer son chagrin, dit-on. La belle excuse ! En fait, la plupart des joyeux lurons qui s'entendent (et se défoulent) comme larrons en foire durant ces cérémonies, qui tiennent plus des bacchanales (1) que de funérailles, ne connaissaient qu'à peine (ou peut-être même pas du tout) le défunt de son vivant.

Au Cameroun, l'impact modérateur de l'islam et du christianisme sur "ces fêtes qu'engendre la mort" n'a pas tellement bousculé les habitudes. Cela tient, semble-t-il, au fait que, même là où ces religions venues d'ailleurs se sont profondément implantées (en gros dans les régions méridionales, pour le christianisme, et dans la partie septentrionale du pays, pour l'islam), on est, tout de même, resté très attaché à la tradition. C'est qu'en Afrique, peut-être plus qu'ailleurs, et au Cameroun en particulier, la conversion à une religion révélée masque, souvent, une autre réalité : un esprit de syncrétisme qui fait cohabiter en nous une croyance en Dieu frisant la bigoterie et un culte effréné de la tradition, surtout en ce qui concerne les cérémonies familiales, en général, et les funérailles, en particulier. On en arrive, pour ainsi dire, à "enterrer" nos morts ... deux fois ; selon les préceptes de la religion importée, d'abord, puis, selon ceux édic-

Spécial funérailles/*Cameroun*

Lam Ham

Au Cameroun, rares sont ceux qui ne sont pas membres, au moins, d'une de ces «associations populaires d'entraide financiaire, d'épargne et de crédit» qui savent si bien «faire tourner l'argent».

tés par la tradition. Cela aurait pu paraître original. Ça ne l'est même pas, finalement. Sans doute parce que, dans les deux cas, on en fait trop. Et que, financièrement, on ne s'en relève que très difficilement ... quand on y parvient. D'ailleurs, les banques l'ont tellement bien compris, qu'elles rejettent systématiquement toutes les demandes de crédits pouvant être consacrés à l'organisation de funérailles. Mais ce n'est qu'un coup d'épée dans l'eau, puisqu'il y a les tontines [2] qui, elles, "permettent d'emprunter et de rembourser sans intérêts ni agios" [2]. Aussi, quand trois, quatre et même cinq parents et plus du défunt peuvent, en plus du crédit auquel ils ont automatiquement droit dans un cas pareil, "toucher leur tontine", on peut être sûr que "tout se passera pour le mieux". Autrement dit, on ne lésinera sur rien. Et la "fête" sera belle. Or, rares sont ceux qui ne sont pas membres, au moins, d'une de ces "associations populaires d'entraide financière, d'épargne et de crédit" [2] qui savent si bien "faire tourner l'argent". Il est vrai que les tontines sont tellement bien structurées, en pays Bamiléké surtout, que tout se passe dans les normes généralement. Même si certains remboursements constituent de véritables drames familiaux. Mais, qu'à cela ne tienne ! "Les funérailles, dit-on, sont sacrées." Et, cela, nul n'est sensé l'ignorer. Qu'elles aient lieu plusieurs mois après les obsèques ne gâte rien ; car on présume que c'est reculer pour mieux sauter. Mais, "feindre d'oublier de les organiser, c'est s'exposer aux foudres des ancêtres. Et accepter d'en subir les conséquences", nous confie S.M, fonctionnaire retraité, qui précise : "personnellement, je ne connais pas de famille qui ait osé pousser la témérité jusque là. On peut les reporter, même plusieurs fois si on n'est pas fin prêt, mais elles doivent nécessairement avoir lieu. Et être dignes de celui à qui on rend ce dernier hommage. C'était valable hier, ça l'est davantage aujourd'hui. Qu'on se le dise" !

«Je dansais avec des vieillards»

Et c'est, sans doute, ce que s'est dit ce jeune homme, devenu chef de famille à la mort de son père, qui s'est confié à une équipe de chercheurs de l'Institut des Sciences humaines de l'Université du Cameroun au cours d'une enquête effectuée en mars 1984 : "Après la mort de mon père, je travaillais beaucoup mais n'étais pas payé en conséquence. Et le peu que je gagnais me filait entre les doigts sans même que je m'en rende compte ...

"Une nuit, j'ai rêvé que je dansais avec beaucoup de vieillards, dont mon ... père. Quelques mois après, chaque fois que je m'endormais le soir, je me réveillais le lendemain couché par terre, sans trop savoir quand j'étais tombé du lit..."

La suite de l'histoire nous apprend que ce jeune homme, bon musulman par ailleurs, dut se résoudre à consulter les sages et les siens qui, tous, lui conseillèrent vivement —

Dessins Lam Ham

« Une nuit, j'ai rêvé que je dansais avec beaucoup de vieillards, dont mon père...

... « Quelques mois après, chaque fois que je m'endormais le soir, je me réveillais le lendemain couché par terre, sans trop savoir quand j'étais tombé du lit... »

mais il s'y attendait, du reste — de "verser le vin de son défunt père" ; autrement dit, d'organiser ses funérailles traditionnelles. Sinon, l'argent continuerait à lui filer entre les doigts et les cauchemars de hanter ses nuits. Ne sachant plus où donner de la tête, il accepta de faire contre mauvaise fortune bon cœur et de tirer le vin sensé le guérir de tous ses maux — le moyen de faire autrement, même quand on est musulman pratiquant, si la tradition et votre entourage vous l'imposent ? Une première date fut donc retenue. " Mais je n'étais pas prêt ", précise le jeune chef de famille, qui ajoute : " C'est que ça coûte terriblement cher, ce genre de manifestation "...

Comme il continuait de se sentir menacé dans son équilibre personnel et social, il s'arrangea pour toucher, plus tôt que prévu, une tontine qui, très vite, s'avéra insuffisante. Mais la fête eut lieu tout de même. Et le défunt n'eut pas à se retourner dans sa tombe.

N'ayant pas retrouvé le brave homme au moment où ces lignes sont écrites, je ne sais toujours pas si ses chutes nocturnes ne relèvent plus que du souvenir ou s'il lui arrive encore, parfois, en rêve, de danser avec des vieillards, dont... son père. Tout comme, du reste, je ne jurerais pas sur l'honneur que l'argent ne lui file plus entre les doigts. Car, après tout, peut-être n'a-t-il pas encore fini de rembourser ses dettes, le pauvre homme.

ISAAC NJIFAKUE

(1) — **Bacchanales :** Fêtes tournant à la débauche, à l'orgie.
(2) — **Tontine** (voir F & D N° 25)

Spécial funérailles

CENTRAFRIQUE

L'Oubangui* n'est pas le Pactole** !

... et les Crésus** à la gomme de Bangui le savent. Pourtant ...

UNE mode, dont on se passerait bien, vient de faire son apparition en Centrafrique. A Bangui, la capitale, surtout. Elle consiste, pour certaines ethnies, à n'enterrer leurs morts qu'au village. Quel que soit le lieu où le décès a été constaté. Même si le défunt n'en avait pas exprimé le désir de son vivant. Quitte à se saigner à blanc. D'ailleurs, c'est ce qui se produit dans la majorité des cas. Et les fonctionnaires, ces rares privilégiés, ne sont pas tellement mieux lotis ; eux qui ont, pourtant, droit à la reconnaissance de l'Etat qui, lorsque meurt un de ses agents (1), participe aux dépenses occasionnées par les funérailles du défunt en versant une somme qui, toutefois, ne saurait excéder 100 000 F CFA, à la famille éplorée. Et, ce, quel que soit le mérite ou le rang qu'occupait le mort dans la hiérarchie de la fonction publique.

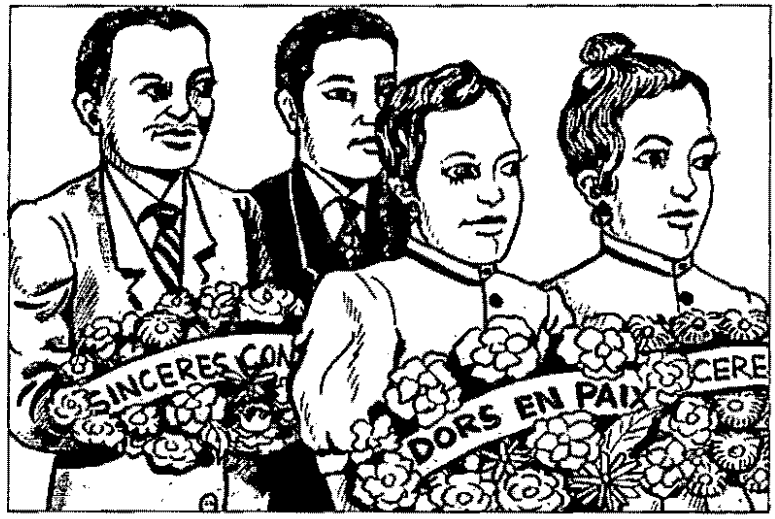
Que représente pareille somme ? Un pis-aller, pour certains. Une crotte de bique, pour ceux qui voient grand, de loin les plus nombreux ; car, ils vous rétorqueront que 100 000 F, finalement, ça n'est guère que le prix d'une seule couronne importée alors que "leur" mort en mérite bien, au moins, trois ou quatre, sinon une demi-douzaine ou même plus. Pour eux, la participation de l'Etat n'est que purement symbolique. D'ailleurs, ils ne la réclament généralement que bien après les funérailles. Quand ils se retrouvent sans le sous et sont obligés de faire des pieds et des mains pour essayer de joindre les deux bouts après avoir dilapidé leurs économies et s'être endettés comme ce n'est pas permis.

Mais, a-t-on seulement le droit de se

SYLAI GERMAIN GOTTO

Spécial funérailles/ *Centrafrique*

Lam Ham



Quelle idée de faire venir d'Europe des couronnes alors que nos artisans locaux sont passés maîtres dans l'art de les confectionner et nous les proposent à des prix défiant toute concurrence !

plaindre d'être fauché comme les blés quand, huit jours durant, on a transformé "veillées funèbres" et "soirées de prières et de recueillement" en joyeuses libations ; et "enterrement" en excursion organisée au village, fut-il situé à l'autre bout du pays ; et, ce, bien que le défunt n'y ait, sans doute, plus remis les pieds de son vivant depuis belle lurette (2).

A-t-on seulement le droit de se plaindre d'être dans la dèche quand, pour enterrer "son" mort, on s'est cru obligé de faire venir de France, ou d'ailleurs, cercueil, couronnes et autres babioles alors que nos artisans locaux se seraient fait un plaisir de nous le fabriquer et de nous les confectionner (3) pour trois fois rien par rapport à ce qu'ils nous coûtent quand ils nous arrivent de l'étranger — et par avion, s'il vous plaît !) ?

A-t-on seulement le droit de se plaindre d'être sur la paille quand, après s'être pris pour Crésus**, on se retrouve soudain confronté aux dures et amères réalités du quotidien ? Non ! Trois fois NON ! "La vanité et l'orgueil, qui sont pratiquement du vent" (4), ne doivent plus nous pousser à de pareils comportements. Rendre un dernier hommage à nos chers disparus est, certes, un devoir que nous devons assumer. Mais les inhumer en grande pompe pour, après, se retrouver dans le dénuement n'a pas de sens. Surtout dans un pays où le PNB par habitant ne dépasse guère 300 $ US.

SYLAI GERMAIN GOTTO

---

* **Oubangui :** Rivière d'Afrique équatoriale, 1 160 km, née de la réunion du Ouellé et du M'Bomou. Elle coule d'abord E. O., comme ces deux rivières, puis s'oriente vers le Sud, traçant la frontière entre la Centrafrique et le Zaïre, où elle passe à Bangui, puis entre le Congo et le Zaïre, avant de se jeter, en formant un delta, dans le fleuve Congo.

** **Crésus :** Homme extrêmement riche. Crésus (561 - 546 avant Jésus Christ), était l'heureux roi de Lydie, ancienne contrée de l'Asie Mineure. Il devait ses richesses fabuleuses aux sables aurifères du **Pactole**, rivière arrosant une partie de son royaume dont la capitale, attirait les intellectuels et les curieux. Esope (fabuliste grec dont la personnalité reste légendaire) et Solon (législateur et poète athénien placé au-dessus de tous les poètes par Platon) l'auraient visitée. Ce dernier, dit-on, voyant l'opulence de son hôte, lui fit remarquer : "Ne dis personne heureux avant sa fin". Or, après de nombreuses victoires, Crésus, vaincu par Cyrus le Grand (fondateur de l'Empire perse achéménide) et condamné à mourir sur le bûcher, s'en souvint et prononça le nom du sage. Cyrus, informé sur la cause de cette évocation, apprécia l'avertissement, épargna Crésus et en fit son ami.

D'après LE ROBERT

---

(1) — Quand un agent permanent de l'Etat meurt en France à la suite d'une évacuation sanitaire justifiée, l'Etat prend en charge le rapatriement du corps jusqu'à concurrence de 1 300 000 F CFA.

(2) — Certains n'y avaient même jamais mis les pieds du tout puisque nés en ville de parents qui ne s'étaient plus rendus dans leur village natal depuis plusieurs décennies. Voir également "F & D" n° 54, notre article "***Ces questions que vous vous posez***".

(3) — Le pays foisonne de fleurs permettant de confectionner des couronnes à bon marché et qui n'ont, pourtant, rien à envier aux couronnes importées. Il en est de même des cercueils que nos artisans locaux fabriquent avec les meilleurs bois à des prix fort raisonnables — ce ne sont pas les bonnes essences qui manquent en Centrafrique.

(4) — Sophie Rostopchine, comtesse de Ségur (1799 — 1874). Auteur de la célèbre trilogie que constituent les **Malheurs de Sophie** (1864), **Les Petites Filles modèles** (1858) et **Les Vacances** (1859). On lui doit aussi, entre autres, **Les Mémoires d'un âne** (1860). **Jean qui grogne et Jean qui rit** (1865) et **Le Général Dourakine** (1866). Il s'agit généralement de "compositions nigaudes" qui opposent souvent des personnagees au caractère simplifié à l'extrême et incarnant le caprice irréfléchi ou le "bon sens" et la bonté.

Lam Ham

Apprendre que vous venez de perdre un être cher est déjà une épreuve qui vous ébranle quand elle ne vous abat pas. Penser qu'il vous faudra, peut-être, vous ruiner et même vous endetter pour l'enterrer "comme il faut" dépasse l'entendement. Et, pourtant, rien n'y fera. Et vous serez bien obligé de vous exécuter. Surtout, après le déferlement des vagues de parents plus ou moins éloignés et d'amis qui, dès l'annonce de la "triste nouvelle", et faisant fi de votre douleur et de votre désarroi, ne se feront pas prier pour vous "rappeler votre devoir" : organiser des funérailles "réussies" dont toute la ville se souviendra longtemps... Quitte à vous laisser sur la paille durant des mois ou même des années.

Spécial funérailles

CONGO

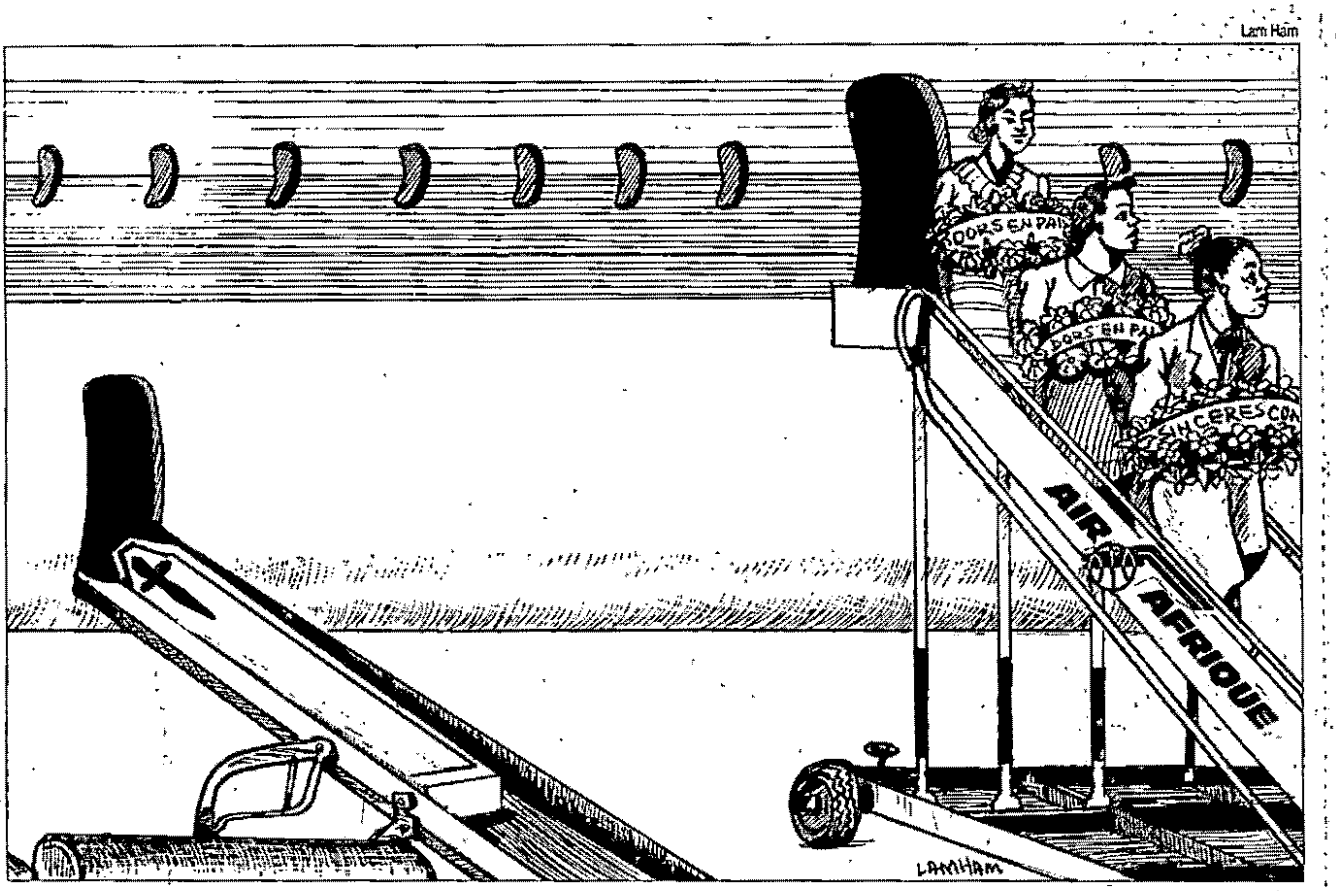
Nos morts nous coûtent trop cher

... pas moins de 23 milliards de francs leur ont été consacrés en 1986

LA mort est de plus en plus "argentivore" au Congo, principalement à Brazzaville où les obsèques engloutissent des sommes faramineuses. Aussi, fait-elle l'objet d'études très sérieuses qui passionnent des chercheurs du Laboratoire d'analyse, de recherche économique et sociale de la Faculté des Sciences économiques de l'Université de Brazzaville. Il s'agit, pour ces chercheurs dont les travaux sont dirigés par le Pr. Rigobert Maboundou, de démystifier la mort et de mieux cerner les autres pratiques et activités qui l'entourent et qui en font le gouffre à sous que l'on sait. Car, enterrer "décemment" un mort, aujourd'hui, à Brazzaville, coûte entre cinq et dix millions de francs CFA. Pas moins. Et Dieu seul sait à combien de millions peuvent revenir certaines "grandes" funérailles. Sans parler de celles, carrément grandioses et ô combien plus dispendieuses encore, qui défraient régulièrement la chronique. C'est que certaines familles aisées — ou qui aimeraient passer pour telles — n'hésitent pas à tout faire venir d'Europe ; et les habits du mort, et les couronnes de fleurs, et le cercueil[1], et la pierre tombale[2]... En somme, tout ce qui peut faire "distingué" ; même les parfums dont on imprègne le corps du défunt avant de l'exposer dans la chapelle ardente — on les choisira capiteux, enivrants, suaves, subtils ou discrets, selon le standing réel ou affiché du mort ou de sa famille ; même certains spiritueux et vins fins qu'on servira pendant qu'on fera bombance, une fois le disparu enterré en grande pompe.

JEAN-MARIE SAMUEL OUENABIO

Spécial funérailles /*Congo*

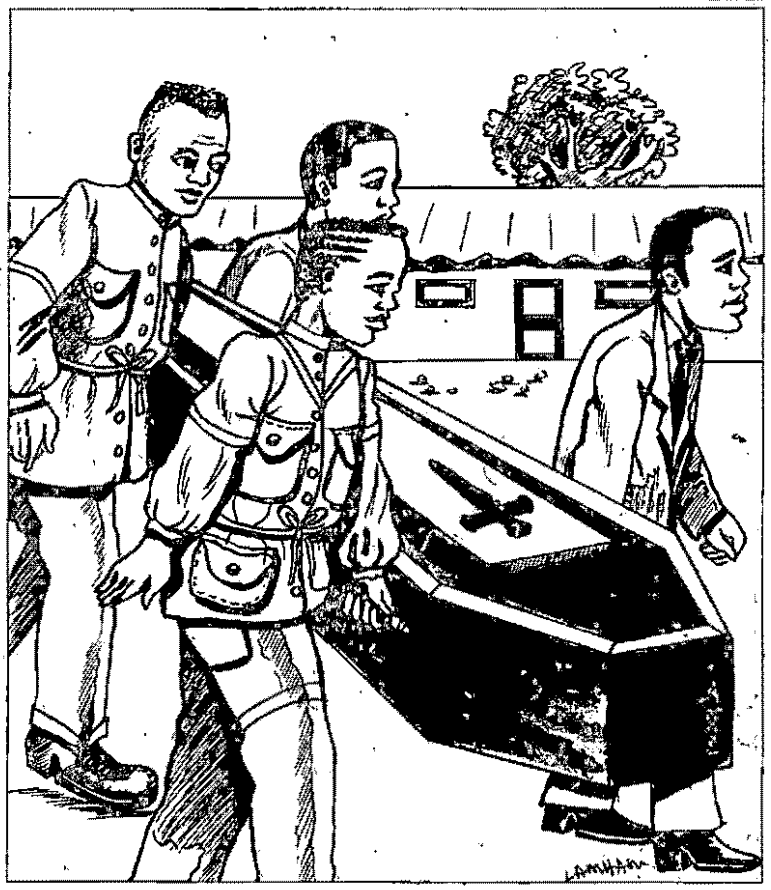


Cercueils, couronnes, pierre tombale : tout vient d'Europe. Et on se demande bien pourquoi. Il est vrai qu'à Brazzaville, on ne raffole pas du « Made in Congo ». Mais tout de même...

Le Pr. Rigobert Maboundou révèle que c'est ainsi que le Congo, pour la seule année 1986, a dépensé près de ... 23 milliards de francs CFA. On n'en revient pas. Et, pourtant, cette somme, bien qu'elle donne le vertige, est peut-être même en deçà de la réalité, si l'on considère que certaines dépenses effectuées à ces occasions-là sont difficilement quantifiables à une si grande échelle — cas des parfums, des alcools et autres. Il indique, par ailleurs, qu'à Brazzaville, la capitale — qui compte 700 000 des deux millions d'habitants du pays —, on procède, en moyenne, à une trentaine d'enterrements par jour. C'est autant de tombe à creuser, de tombeaux à ériger, de veillées funèbres, d'obsèques civiles et religieuses à organiser. Et, comme on ne se contente plus d'une simple natte en guise de linceul et que la pierre tombale est à la mode, c'est également autant de cercueils et de pierres tombales à prévoir chaque jour ; un marché juteux qui échappe, de plus en plus, aux artisans locaux qui, pourtant, rivalisent d'ingéniosité sans, pour autant, trop forcer sur les prix. " Seulement voilà : les Congolais — et les Brazzavillois surtout — ne raffolent pas du " Made in Congo ", nous confie M.K, enseignant. " Si vous avez compris cela, alors, vous avez tout compris ". Et de préciser : " Cet attrait insatiable de tout ce qui vient d'Europe, et de France notamment, on le retrouve partout ; dans ce que les jeunes appellent " la sape ", mais, également, dans la façon de manger et de vivre des nouveaux riches et de tous ceux qui, d'une manière générale, veulent se faire passer pour des gens aisés. Mais, ce qui choque le plus, à mon sens, c'est tout ce gaspil-

Spécial funérailles /*Congo*

Lam Ham



La «sape», d'un goût souvent discutable, est présente partout. On est «griffé» ou on ne l'est pas...

lage qui entoure les funérailles". Pour M. K, "faire venir d'Europe cercueil, pierre tombale et autres couronnes, pour enterrer un mort à Brazzaville, est un scandale". Sans doute, beaucoup de Congolais pensent comme M.K ; mais, peu d'entre eux ont, comme lui, le courage d'exiger que, dans leur famille, on n'enterre les morts que dans des cercueils "Made in Congo" disponibles à partir de 50 000 F.CFA. C'est dommage. "Et puis, à quoi ça rime de jeter tant de millions dans une tombe si, après, on doit tirer le diable par la queue pendant une période qui risque d'être longue ?" En s'insurgeant ainsi contre de telles pratiques, M. K rejoint le Pr. Maboundou, qui estime que "si le culte des morts est resté aussi vivace chez nous, la manière de le pratiquer est devenue trop dispendieuse" ... "et ne répond plus, pratiquement, à aucune norme", renchérit M. K, qui poursuit : "Jadis, les morts étaient inhumés avec les honneurs dus à leur rang. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Seuls l'argent et ... la vanité ont droit de cité. C'est aberrant. Et ce, d'autant plus qu'il n'est pas toujours disponible, l'argent. Et qu'il faut donc le trouver. Coûte que coûte. En faisant jouer les "solidarités familiales" ou en se rabattant sur les "musiki" de la ville, associations d'entraide qui parviennent à réunir des sommes considérables, qui, parfois, atteignent la dizaine de millions.

La mort est sacrée

Le comportement du Congolais, vis-à-vis de la mort, relève de la représentation qu'il se fait de celle-ci. La mort est sacrée. "C'est sans doute pour cela, explique le Pr. Maboundou, que tout ce que nous faisons de notre vivant peut être, en quelque sorte, considéré comme un "investissement".

C'est vrai que quand on va régulièrement aux funérailles des parents, des amis et des collègues ; quand on paie régulièrement les cotisations imposées lors des cérémonies familiales, c'est, aussi, pour être payé en retour quand arrivera notre jour. Qui ne souhaite pas être accompagné jusqu'à sa dernière demeure par un cortège impressionnant et reposer dans un beau cercueil ?

En somme, les funérailles empruntent aussi bien à la société traditionnelle qu'à la société moderne. La première véhicule des valeurs telles que le respect du mort et son droit à une inhumation digne de son rang ; la seconde est surtout régie par l'argent. Ceux qui enterrent leurs morts selon leurs moyens du moment, dans le recueillement et la prière, ont bien raison. Dommage qu'ils ne soient pas nombreux ! Dommage !

JEAN-MARIE SAMUEL OUENABIO

Spécial funérailles

RWANDA

On ne mange pas, mais ... on boit

... et la bière coule à flots tout de suite après la mise en bière

AU Rwanda, la consommation des boissons alcoolisées imprègne tout le rituel des funérailles. Par contre, on ne mange pas à ces occasions-là. Du moins, pas dans la maison mortuaire. C'est indécent.

Lorsque quelqu'un meurt, la nouvelle est transmise par des messagers qui passent de maison en maison. Une fois le moment de stupeur passé, hommes et femmes se retrouvent chez le défunt. Mais pas seulement pour présenter leurs condoléances à la famille éplorée ; car, les mécanismes de secours mutuel se mettent en marche. L'enterrement est l'affaire de tous et doit avoir lieu dans les heures qui suivent le décès. On ne conserve un cadavre que très rarement au délà de deux jours ; non parce qu'on le trouve encombrant, mais parce que, tout simplement, la coutume veut qu'il en soit ainsi. C'est, dit-on, pour ne pas obliger le défunt à continuer de séjourner dans un monde dont il ne fait plus partie alors qu'il est attendu ailleurs.

Au village, une pratique, établie de longue date, veut que parents, amis et voisins se cotisent pour rendre un dernier hommage au mort et l'accompagner jusqu'à sa dernière demeure. Si la somme ainsi réunie le permet, le défunt aura droit à un cercueil ; sinon, il devra se contenter d'un simple linceul, le cercueil étant encore considéré à la campagne comme un luxe. Pas de charrette, pas même un char à bœufs pour transporter la dépouille mortelle jusqu'au cimetière, généralement situé à l'orée du village où l'on a pris la précaution de creuser la tombe dès l'annonce du décès. Quatre hommes valides, désignés d'office

ANTOINE MUGESERA

Spécial funérailles / *Rwanda*

Lam Ham

L'enterrement est l'affaire de tous et doit avoir lieu dans les heures qui suivent le décès. Aussi, on prend la précaution de creuser la tombe dès que la nouvelle est confirmée.

parmi les parents, amis et voisins du mort, suffisent quand il s'agit d'un adulte. Il leur revient de conduire la procession. Après quoi, on boira à satiété pendant toute la semaine de deuil. Surtout de la forte bière de banane, brassée sur place, selon les bonnes vieilles méthodes traditionnelles et du vin de banane servis dans des gourdes ou de petites calebasses ou que l'on aspire directement, à l'aide de pipettes de bambou fichées dans des jarres prévues à cet effet.

En ville, il n'en va pas de même. Certes, la solidarité et la compassion s'y manifestent encore en de pareils moments, mais pas avec la même spontanéité et le même engouement qu'au village. Les funérailles, c'est, d'abord, l'affaire de la famille éplorée dont le domicile, dès lors — en tout cas, bien souvent — tient plus du boui-boui[1] que de la maison mortuaire. Car, c'est dans l'alcool, et surtout dans la bière en bouteille[2] —locale ou importée —, qu'on est sensé " noyer " son chagrin ; et ce, dès le retour du cimetière et tout de suite après s'être lavé les mains " pour se purifier ". Comme au village, cela dure jusqu'à la levée du deuil qui intervient huit jours après le décès. Mais c'est surtout la famille endeuillée qui reçoit. Car, le système des cotisations, qui n'a fait son apparition que très récemment, est loin d'être généralisé et son application laisse souvent à désirer. Aussi, est-il de bon ton, quand on se rend aux funérailles d'un ami ou d'un collègue, de prendre la précaution de se munir d'un ou de plusieurs casiers de bière ou de quelques bonnes bouteilles. C'est une manière, toujours appréciée, de manifester sa compassion. Surtout quand on sait que la maison mortuaire ne désemplit pas durant toute la période de deuil et qu'il faut faire boire tout ce petit monde chaque jour que Dieu fait, et jusque tard dans la nuit, à l'heure où, pour " faire monter la pression ", on délaisse la bière pour quelque boisson plus forte (Whisky, Gin ou autres Rhum)[3].

Un véritable casse-tête

Autre différence entre la ville et le village : en ville, le cercueil et le véhicule automobile pour le transporter sont obligatoires. Cependant, il n'y a pas une seule entreprise de pompes funèbres à Kigali, la capitale ; et aucune municipalité de commune ne dispose ne serait-ce que d'un corbillard ou de manœuvres chargés de creuser les tombes. Aussi, chaque enterrement est un véritable casse-tête qui met en branle le système " D ". Il faut, sans tarder, trouver des manœuvres pour creuser la tombe, un maçon pour construire le caveau, un menuisier pour fabriquer le cercueil[4], des femmes habiles pour confectionner des couronnes, un transporteur qui acceptera, le moment venu, de libérer sa camionnette, bâchée ou non, qui servira de fourgon funéraire, etc. Il faut faire

Rwanda

Dessins Lam Ham

On boira à satiété pendant toute la semaine de deuil. Surtout de la forte bière de banane, brassée sur place, selon les bonnes vieilles méthodes traditionnelles : et du vin de banane servis dans des gourdes ou de petites calebasses. Au village, les vieux aspirent ces breuvages directement, à l'aide de pipettes de bambou fichées dans des jarres prévues à cet effet. La bière en bouteille est également très prisée.

venir du village les parents qui doivent assister aux obsèques, les loger. Autant de dépenses qui, ajoutées aux sommes faramineuses englouties dans l'achat de boissons de toutes sortes, vous ruinent et vous poussent à vous endetter durablement. Même si votre parent décédé était fonctionnaire. Car, les 40.000 F CFA que l'Etat alloue à la famille éplorée, quand un de ses agents vient à mourir, ne sont, finalement, que bien peu de chose par rapport au coût réel des funérailles. " Après tout, dit-on à Kigali, 40.000

F CFA, ce n'est guère que le prix de quelques casiers de bière. " Or, des casiers, il en faut beaucoup quand on doit recevoir, une semaine durant, des gens convaincus que ce n'est que dans le malt et le houblon qu'ils peuvent noyer leur chagrin.

ANTOINE MUGESERA.

(1) — **Boul-boul** : Bar de dernier ordre.
(2) — La bouteille de bière brassée à Kigali coûte 400 F CFA, et les boissons traditionnelles entre 120 et 160 F CFA.
(3) — Aussi étrange que cela puisse paraître, ces mélanges détonnants n'échauffent que très rarement les esprits.
(4) — Avec 24.000 F CFA, on peut se procurer un bon cercueil à Kigali.

Jomtien Journal

Les responsables des quatre grandes agences du système des Nations unies étaient présents à Jomtien. On reconnait, de gauche à droite, M. James P. Grant, directeur exécutif de l'Unicef ; M. Barber B. Conable, président de la Banque Mondiale ; M. William H. Draper III, administrateur du PNUD et M. Fédérico Mayor, directeur général de l'UNESCO.

L'éducation pour tous d'ici à l'an 2000

par KOFFI ATTIGNON

QUATRE grandes agences du système des Nations unies : PNUD, UNICEF, UNESCO et Banque Mondiale, constatant que l'ignorance et l'analphabétisme constituent une honte pour l'humanité en cette fin du XX[e] siècle, ont décidé, en février 1989, de conjuguer leurs efforts pour aider les gouvernements à promouvoir l'éducation pour tous d'ici à l'an 2000. Une ville, Jomtien [1], en Thaïlande, a été choisie pour abriter une Conférence mondiale sur l'Education pour tous. L'ONU espère qu'elle sera pour l'Education ce qu'Alma-Ata [2] a été en 1978 pour la santé.

L'alphabétisation des adultes doit figurer parmi les priorités de l'heure. C'est, d'ailleurs, ce qu'affirme la Déclaration mondiale qui rappelle que l'éducation est un droit fondamental pour tous, **à tout âge**, et précise qu'elle peut "contribuer à améliorer la sécurité, la santé, la prospérité et l'équilibre écologique dans le monde, en même temps qu'elle favorise le progrès social, économique et culturel et la coopération internationale" (photos ci-contre). On sait que l'un des buts de la Conférence de Jomtien était d'amener les Etats à coopérer dans un contexte international de détente afin de reporter sur l'éducation de base les énormes ressources consacrées aux dépenses militaires (médaillon).

Mme Bra/OIT

PCF CIRIC

Charles Diagne/Asafed

DAKAR

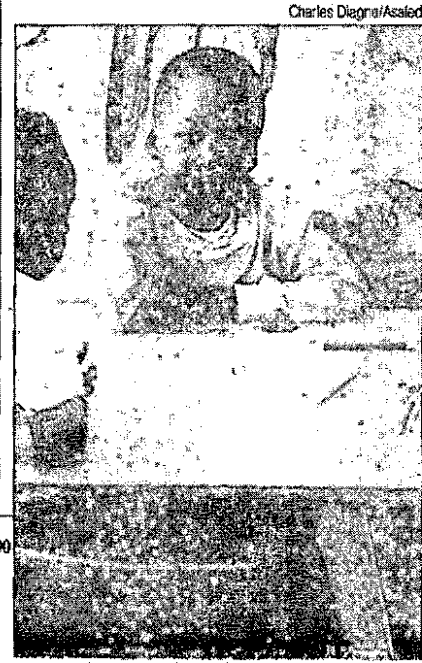
Remédier à la cassure du système éducatif africain

- Dakar (Sénégal)
- 27/30 novembre 1989
- 150 participants représentant des gouvernements, des organismes internationaux, des syndicats et des organisations non gouvernementales, dont l'Asafed.

Thème : Sociétés en crise et éducation : perspectives.

But : Analyser en profondeur et amender le projet de Charte et de Plan d'action à présenter à Jomtien (5/9 mars 1990).

Charles Diagne/Asafed



En vue de préparer cette importante réunion, des consultations régionales ont été organisées de par le monde du 30 octobre 1989 au 23 janvier 1990 à Strasbourg, Boston, Amman, Naïrobi, Kingston, Dakar, Quito, Dhaka, Jakarta [3].

La concertation des Africains s'est tenue à Naïrobi, pour l'Afrique Orientale et l'Afrique Australe ; à Dakar pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre ; à Amman pour l'Afrique du Nord et les Etats arabes.

Les conclusions de ces trois consultations ont été harmonisées à Abidjan en janvier 1990 grâce au soutien financier de la Banque Africaine de Développement.

(1) — **Jomtien :** Station balnéaire du Golfe de Siam, à 150 km au Sud-Est de Bangkok, la capitale de la Thaïlande.

(2) — **Alma-Ata :** ville de l'U.R.S.S., Alma-Ata a abrité, en 1978, une importante Conférence mondiale dont le thème, "la santé pour tous d'ici à l'an 2000", est toujours très actuel. C'est à Alma-Ata qu'est née l'idée des soins de santé primaires.

(3) — Strasbourg est en France ; Boston, aux Etats-Unis d'Amérique ; Amman est la capitale de la Jordanie ; Naïrobi, celle du Kenya; Kingston, celle de la Jamaïque ; Dakar, celle du Sénégal ; Quito, celle de l'Equateur ; Dhaka, celle du Bangladesh et Jakarta, celle de l'Indonésie.

LES travaux ont porté essentiellement sur un document de base préparé par l'UNESCO et l'UNICEF sous la direction du Pr Joseph Ki-Zerbo intitulé : "**Sociétés en crise et éducation : perspectives**" qui affirme d'emblée que *"c'est par l'éducation qu'une société donnée se perpétue dans son être physique et social..., il s'agit d'un accouchement collectif."* Or, soutient le document, *"l'Afrique est le seul continent qui ne dispose pas d'un système contrôlé d'autoreproduction collective. L'Education scolaire apparaît comme un kyste exogène, une tumeur maligne dans le corps social"*.

Afin de remédier à la cassure du système éducatif africain — cassure provoquée par la domination coloniale —, des efforts louables ont été entrepris de 1960 à 1975, durant les quinze années qui ont suivi les indépendances.

Depuis la Conférence internationale de l'UNESCO (Addis-Abéba, mai 1961), on a assisté, en Afrique, à une décennie et demie de croissance euphorique marquée par des réformes du système éducatif, la multiplication des établissements scolaires et la création d'universités nationales.

Charles Diagne/Asafed

La qualité de l'enseignement se dégrade. Entre autres explications : classes surpeuplées, enseignants insuffisants et de formation inadéquate...

L'enseignement dans les pays subsahariens a enregistré des taux de croissance spectaculaires : 6 % en moyenne dans le premier degré, 11 % dans le second degré, 12 % dans le troisième degré ; l'alphabétisation passe de 42 % à 62 % pour les hommes et de 18 % à 40 % pour les femmes.

A partir de 1975, avec la crise économique internationale et ses conséquences sociales et politiques, avec l'inflation démographique, avec le poids de la dette, l'Afrique entre dans une phase de stagnation, puis de décélération dans le domaine de l'éducation malgré la tentative de relance suggérée par le Plan d'action de Lagos en 1980 ; si bien que, dans le primaire, l'accroissement des effectifs qui, dans la période 1970-1980, était de 8,4 %, n'est plus que de 2,9 % depuis 10 ans. C'est alamant ; surtout si on compare ce taux à celui de l'accroissement annuel de la population qui, lui, est de 3,3 %. La part des dépenses publiques en matière d'éducation dans le budget global au sud du Sahara régresse de 17,6 % en 1970 à 15,3 % en 1983.

On assiste à la dégradation de la qualité de l'enseignement avec des classes surpeuplées, des enseignants en nombre insuffisant et de formation inadéquate,... la démocratisation de l'école piétine ; les enfanst des familles les plus pauvres — les filles notamment — payent un lourd tribut à cette phase de déscolarisation.

Le projet de Charte élaboré à Dakar propose une vision nouvelle de l'éducation de base : universaliser l'éducation primaire ■ remédier à la disparité entre filles et garçons ■ mettre l'accent sur la réussite de l'apprentissage ■ réduire l'analphabétisme des adultes ■ enraciner l'école dans son terroir, notamment par l'enseignement des langues africaines, tout en l'ouvrant sur le reste du monde.

K.A

LA solution à la "crise sociétale" dont souffre l'Afrique, nécessite la redéfinition d'une identité culturelle dans laquelle l'éducation devient le facteur-clé, le fondement d'une résurrection.

Dakar, novembre 1989

STANISLAS SPÉRO ADOTEVI
Directeur régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

L'ENSEMBLE de l'aide à l'Afrique subsaharienne en matière d'éducation n'est qu'une goutte d'eau dans l'Océan...

L'assistance fournie à l'enseignement primaire en Afrique se résume, toutes sources confondues, à un dollar US. par enfant scolarisé...

Chaque enfant qui n'a pas accès à l'éducation est comme la preuve que notre civilisation n'est pas encore à la mesure de la dignité humaine.

Dakar, novembre 1989

EDUARDO PORTELLA
Directeur général adjoint de l'UNESCO

JOMTIEN

Un droit fondamental pour tous, à tout âge

- Jomtien (Thaïlande)
- 5/9 mars 1990
- 1 500 délégués représentant 100 pays, des organismes internationaux et des organisations non gouvernementales, dont l'Asafed.

Thème : Conférence mondiale sur l'éducation pour tous.

But : Amener les Etats à coopérer dans un contexte international de détente afin de reporter sur l'éducation de base les énormes ressources consacrées aux dépenses militaires, par exemple.

OUVERTE par Son Altesse Royale la Princesse Maha Chakri Sirindhorn représentant Sa Majesté le Roi de Thaïlande, en présence des Présidents Hussain Muhammad Ershad, du Bangladesh ; Daniel Arap Moi, du Kenya et Rodrigo Borja, de l'Equateur, la Conférence s'est déroulée en séances plénières, tables rondes et visites d'étude. Un important programme d'expositions — il comportait plus de 65 espaces multimédia[1] touchant tous les continents — a mis l'accent sur les technologies éducatives nouvelles, les stratégies de développement destinées aux populations défavorisées, les tentatives de réformes de l'enseignement de base, entre autres. Ouverts de 10 h à 20 h, les stands, très fréquentés, ont reflété les problématiques de l'éducation à la fois universelles et régionales.

▶▶▶ Les visites d'étude ont permis aux délégués d'observer, dans des centres de formation thaïlandais, les expériences du pays hôte en matière d'éducation informelle.

▶▶▶ Le programme des tables rondes, qui comprenait 24 tables rondes thématiques et 24 tables rondes appliquées, a abordé des thèmes d'intérêt général[2] et, à partir de cas et plans d'actions particuliers, a mis en exergue des expériences nationales ou régionales en matière d'éducation[3].

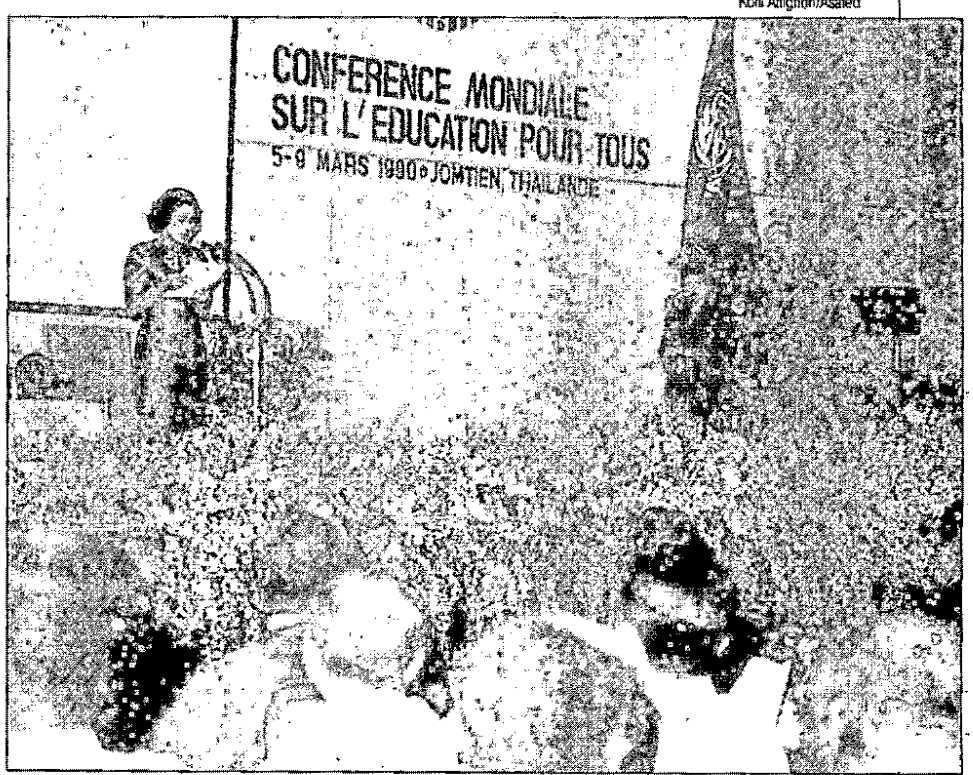
▶▶▶ En séances plénières, les délégués ont examiné et adopté deux documents élaborés lors des consultations régionales :

— la Déclaration mondiale relative aux principes et objectifs de l'Education pour tous,

— et le Cadre d'action sur les méthodes en vue d'atteindre ces objectifs.

▶▶ La Déclaration mondiale énonce

Koffi Attignon/Asafed



Son Altesse Royale Maha Chakri Sirindhorn, prononçant l'allocution d'ouverture de la Conférence au nom de Sa Majesté le Roi de Thaïlande. Seul un environnement pacifique peut offrir les meilleures conditions pour l'éducation pour tous.

Aides et appuis internationaux

LES organisations qui ont parrainé la Conférence de Jomtien — le PNUD, l'UNICEF, l'UNESCO et la Banque Mondiale — se sont engagé à augmenter leur soutien à l'éducation de base au sein de leurs propres programmes de planification et d'allocation des ressources[1]. Le suivi international, dont l'UNESCO est chargée de la coordination, devra reposer sur les mécanismes existants.

Cette aide internationale accrue est destinée à soutenir la réalisation de programmes élaborés par chaque pays en vue de l'éducation pour tous, de telle sorte qu'en l'an 2000, au moins 80 % des enfants aient atteint un niveau "minimum" d'éducation qui sera contrôlé par un système permanent d'évaluation.

Des engagements formels on été pris par les uns et les autres dans ce sens.

LA balle est donc dans le camp des pays en développement pour que l'"Education pour tous" soit une réalité concrète avant la fin de la présente décennie.

Comme le dit ce proverbe africain, "si quelqu'un vous aide à vous laver le dos, efforcez-vous, vous-mêmes, de vous laver le ventre".

Cependant, afin que la Conférence de Jomtien aboutisse à la formation de cadres qui puissent s'insérer judicieusement dans la vie active et contribuer efficacement au développement économique, social, culturel et politique de leur pays, il s'avère indispensable de résoudre, avant le dernier lustre de cette dernière décennie du XX^e siècle, le problème de la dette et de la détérioration des termes de l'échange.

K.A

LE vrai vainqueur, le seul héros de cette Conférence, est l'idéal de l'éducation enchâssé dans les Déclarations universelles et dans la législation nationale, enraciné dans toutes les cultures et dans le cœur de tout homme comme un droit inaliénable et sacré. Il incombe maintenant à nous tous de le traduire en une réalité tangible, vivante, partout où il y a un enfant, un jeune ou un adulte mu par la volonté d'accroître sa connaissance.

L'aide extérieure pour l'éducation doit être considérablement accrue en termes de quantité et d'efficacité. Mais elle ne doit pas accroître le fardeau de la dette extérieure ni imposer des conditions unilatérales.

Jomtien, mars 1990

FEDERICO MAYOR
Directeur général de l'UNESCO

les principes et objectifs de l'Education pour tous ; elle rappelle que l'éducation est un droit fondamental pour tous, à tout âge et précise qu'elle peut "contribuer à améliorer la sécurité, la santé, la prospérité et l'équilibre écologique dans le monde, en même temps qu'elle favorise le progrès social, économique et culturel et la coopération internationale".

Elle proclame que toute personne doit pouvoir bénéficier d'une formation conçue pour répondre à ses besoins éducatifs fondamentaux afin de développer ses capacités intellectuelles, de vivre et travailler dans la dignité.

Elle recommande de remédier à la disparité des chances éducatives offertes aux populations, d'accorder une attention spéciale aux filles et

Kofi Attignon/Asafed

Le stand du CRDI (Centre de recherche pour le développement international) qui abritait l'exposition de " Famille & Développement ".

aux femmes, aux couches sociales défavorisées, aux handicapés...

L'éducation ne doit pas se limiter au système formel mais s'élargir au système non formel (apprentisage, alphabétisation fonctionnelle, etc).

Pour assurer pleinement l'éducation de base, il est indispensable de prévoir des politiques d'accompagnement dans les secteurs social, culturel et économique ; de mobiliser de nouvelles ressources financières et humaines, publiques, privées et volontaires ; de renforcer la solidarité internationale en vue de l'autosuffisance éducative.

Seul un environnement stable et pacifique peut offrir les meilleures conditions pour l'Education pour tous.

▶▶ Le Cadre d'action pour répondre aux besoins éducatifs de base identifie les méthodes permettant d'atteindre les objectifs de la Déclaration mondiale sur l'Education pour tous.

En ce qui concerne la coopération au niveau régional comme au niveau international, il appartient à chaque pays de mettre au point et de gérer ses propres programmes pour répondre aux besoins éducatifs de l'ensemble de sa population.

▶ **Au plan national,** il revient à chaque pays d'élaborer, au niveau national comme au niveau local, les

> LES aléas de la conjoncture illustrés notamment par les chocs pétroliers successifs, les cycles de sécheresse, mais surtout le poids de la dette contribuent à fragiliser les sytèmes éducatifs en Afrique où les investissements destinés à l'éducation ne cessent de diminuer au fil des années.
>
> *Dakar, novembre 1989*
>
> IBRAHIMA NIANG
> Ministre de l'éducation nationale du Sénégal

> L'EDUCATION de base élargit l'horizon des peuples et leur permet de prendre des décisions judicieuses, de saisir les opportunités, d'être les artisans conscients et avisés du développement.
>
> *Dakar, novembre 1989*
>
> WADI HADDAD
> UNICEF

> L'UNICEF, la Banque Mondiale, l'UNESCO et le PNUD sont d'accord... pour faire en sorte que d'ici à l'an 2000 tous les enfants du monde sachent lire, écrire et compter et disposent des connaissances de base essentielles à la vie. Nous nous engageons à œuvrer pour qu'aucun des pays les moins avancés qui s'engageront sur cette voie ne manquent de biens aussi essentiels que le papier, les livres, et autres éléments matériels de base.
>
> *Jomtien, mars 1990*
>
> JAMES GRANT
> Directeur exécutif de l'UNICEF

Objectif 2001

LA Conférence de Jomtien a proposé, à titre indicatif, un calendrier des phases de l'action à mener de 1990 à 2001. Le voici dans ses grandes lignes.

▶ **1990 — 1991 :** étape préparatoire. Les gouvernements et les organisations internationales et régionales fixent des objectifs spécifiques, élaborent ou actualisent leurs plans d'action en vue de répondre à leurs besoins éducatifs fondamentaux et mettent en place des politiques d'accompagnement.

▶ **1990 — 1995 :** première étape de la mise en œuvre des plans d'action. Des organes de coordination nationaux assurent le suivi de l'exécution et proposent les ajustements appropriés.

▶ **1995 — 1996 :** évaluation à mi-parcours par les gouvernements, les organisations régionales et les organismes internationaux en vue d'ajustements éventuels.

▶ **1996 — 2000 :** deuxième étape de la mise en œuvre des plans d'action et des actions de soutien régionales et internationales.

▶ **2000 — 2001 :** évaluation globale par les gouvernements, les organisations régionales et les organismes internationaux des résultats obtenus dans le cadre de l'éducation pour tous.

plans d'action multisectoriels à long terme pour satisfaire ses besoins éducatifs fondamentaux ou actualiser les plans en cours d'exécution. A cette fin, il lui incombe de mobiliser les canaux d'information et de communication, les ressources humaines et institutionnelles.

▶ **Au plan régional,** il faudra procéder à des échanges d'informations, d'expériences et de compétences spécialisées ; partager certains moyens matériels et entreprendre des activités conjointes en vue d'accroître les ressources disponibles et d'abaisser les coûts dans le cadre de la coopération horizontale.

▶ **Au plan mondial,** il devient impérieux de coopérer dans un contexte international de détente afin de reporter sur l'éducation de base les énormes ressources consacrées aux dépenses militaires. Outre le soutien direct aux pays et aux institutions, l'aide internationale s'orientera vers les organismes internationaux et régionaux qui coopèrent dans le domaine de la recherche, de la formation, de l'échange d'informations, etc. Fournissant un appui à long terme aux actions nationales, elle permettra de procéder à des consultations de politique générale.

K.A

(1) — De nombreux délégués se sont intéressé à "Famille & Développement" qui figurait en bonne place au stand du CRDI (Centre de recherche pour le développement international) qui porta notre revue sur les fonts baptismaux en 1974.

(2) — Les thèmes d'intérêt général abordés lors des tables rondes thématiques sont : santé et éducation, éducation et environnement, éducation et population. L'accent a également été mis sur l'alphabétisation des adultes, l'éducation des filles, l'apprentissage, etc.

(3) — Les expériences qui ont fait l'objet des tables rondes appliquées sont : l'éducation en Thaïlande, la crise de l'éducation au Nigeria, le Plan d'action pour le Sahel, l'éducation extra-scolaire dans les Caraïbes, entre autres.

> LA Conférence historique de Jomtien... aura un profond impact pour l'avenir sur la santé de nos enfants, sur les taux de croissance démographique et économique de nos pays et sur notre capacité à vivre en harmonie avec notre environnement naturel.
>
> *Jomtien, mars 1990*
>
> JAMES GRANT
> Directeur exécutif de l'UNICEF

> AU nom de l'UNICEF, du PNUD, de la Banque Mondiale et de l'UNESCO, je voudrais réaffirmer notre ferme engagement à faire tout ce qui est en notre pouvoir, dans nos sphères de compétence respectives, pour faciliter la réalisation des objectifs de cette Conférence. Nous nous rencontrerons chaque année pour évaluer le travail accompli.
>
> *Jomtien, mars 1990*
>
> FEDERICO MAYOR
> Directeur général de l'UNESCO

GENEVE

Le droit au développement en tant que droit de l'Homme

Une lutte mondiale

- Genève (Suisse)
- 8/12 janvier 1990
- 80 participants représentant des organismes internationaux, des organisations non gouvernementales, dont l'Asafed, et des syndicats. Des experts de l'ONU ainsi que des personnalités invitées à titre individuel ont également participé aux travaux.

Thème : Consultation globale sur la mise en œuvre du droit au développement en tant que droit de l'Homme.

But : Permettre de mobiliser les ressources humaines et naturelles et de combattre les inégalités, les discriminations, la pauvreté... Lancer une campagne mondiale sur les droits de l'Homme.

OUVERTE par M. Jan Martenson, Secrétaire général adjoint aux droits de l'Homme, la consultation a commencé par un échange de vues sur le développement et les droits de l'Homme, insistant sur les perspectives globales et les nouvelles orientations générales.

Des spécialistes du thème de la consultation ont ensuite développé certains aspects particuliers tels que :

▶ l'autodétermination et la pleine souveraineté sur les richesses et les ressources naturelles ;
▶ les dimensions juridiques et politiques du droit au développement en tant que droit de l'Homme ;
▶ l'examen critique de la notion de droit au développement en droit international ;
▶ les violations massives et flagrantes des droits de l'Homme, des peuples et des individus.

Des exemples spécifiques ont été exposés en ce qui concerne les femmes, les peuples autochtones, les enfants, l'extrême pauvreté, en rapport avec le droit au développement en tant que droit de l'Homme.

La consultation globale a, ensuite, abordé le thème au niveau national, notamment :

- les politiques nationales de développement,
- l'évolution de la notion d'Etat providence,
- l'individu comme sujet au centre du développement en tant que droit de l'Homme,
- la participation communautaire et la réalisation du droit au développement,
- les effets de l'apartheid sur le développement.

Puis, le droit au développement en tant que droit de l'Homme a été examiné par rapport aux politiques internationales de développement :
▷ les institutions financières et commerciales internationales,
▷ le droit au développement dans le cadre des rapports entre pays en développement et pays développés,
▷ les effets de la dette extérieure et des politiques d'ajustement,
▷ les peuples autochtones et les politiques internationales de développement,
▷ les droits de l'Homme et le déve-

Charles Diagnes/Asafed

Ecole maternelle au Cameroun. "L'ONU devrait lancer une campagne mondiale pour les droits de l'Homme grâce à une éducation touchant le développement".

loppement des ressources humaines.

Enfin, la consultation s'est penchée sur la mise en œuvre et le renforcement de la Déclaration sur le droit au développement par l'identification des problèmes fondamentaux, les mécanismes permettant d'évaluer et de stimuler les progrès de cette mise en œuvre.

Les propositions adoptées par la Consultation en vue de la mise en œuvre de la Déclaration sur le droit au développement proclament que :

■■■ La lutte pour les droits de l'Homme et le développement est une lutte mondiale qui se poursuit dans tous les pays, "développés" et "en développement", et à laquelle doivent participer tous les peuples, y compris les peuples autochtones, les minorités ethniques, linguistiques et religieuses, ainsi que d'autres individus et groupes.

■■■ La situation actuelle concernant le remboursement de la dette extérieure et l'ajustement structurel maintenue par la Banque mondiale, le FMI et les banques commerciales nuit gravement au développement.

■■■ Le fait qu'il n'y ait pas eu de véritable développement est également imputable aux gouvernements antidémocratiques qui, grâce à la complicité entre des élites puissantes sur le plan intérieur et des intérêts extérieurs, ont détourné les ressources vers des profits privés ou les armements, et ont adopté des stratégies de développement inappropriées ou destructrices.

■■■ La paix, le développement et les droits de l'Homme sont interdépendants. Le respect et la mise en œuvre des droits de l'Homme, grâce au processus du développement, sont indispensables à la sécurité internationale.

■■■ L'avenir du monde ne peut être assuré que si l'environnement mondial est convenablement protégé et restauré. Toutes les cultures et tous les peuples font partie du patrimoine commun de l'humanité et ont une dignité et une valeur qui doivent être respectées.

■■■ La démocratie à tous les niveaux (local, national et international) et dans tous les domaines est indispensable à un développement véritable.

■■■ Le droit à l'autodétermination revêt de nombreux aspects, tant individuels que collectifs.

■■■ Pour permettre de mobiliser efficacement les ressources humaines et naturelles et de combattre les inégalités, la discrimination, la pauvreté et l'exclusion, la participation doit être démocratique et impliquer la propriété ou le contrôle véritable des ressources productives comme la terre, les capitaux et la technologie.

■■■ L'Organisation des Nations unies devrait lancer une campagne mondiale pour les droits de l'Homme grâce à une éducation touchant le développement, et accordant une importance particulière aux différentes organisations représentatives s'occupant de ces domaines aux niveaux communautaire et régional".

KOFFI ATTIGNON

Le sida n'est pas toujours mortel !

... si on choisit de vivre, et de combattre le virus

par le Dr Béatrice Petit et le Dr Christian Schaller

Encore un article sur le sida, allez-vous dire... Oui, il paraît beaucoup d'articles sur le sida actuellement, et presque tous vous disent la même chose : le sida est une maladie mortelle, il n'existe aucune possibilité de traitement, nous risquons tous d'être un jour les victimes de ce fléau...

Nous avons, pour notre part, envie de vous parler différemment : le sida n'est pas toujours mortel, il existe des possibilités de traitement, nous pouvons tous être un jour les vainqueurs de cette maladie... Ces affirmations, aussi surprenantes qu'elles puissent paraître, sont fondées. Il existe de plus en plus de témoignages de séropositifs[1] redevenus séro-négatifs et de malades "guéris" — ou, tout au moins, en rémission prolongée ; on les appelle "survivants à long terme" (LST). La plupart de ces témoignages viennent des USA. Qu'ont fait ces individus pour réussir là où tant d'autres ont échoué ?

Le point capital est qu'ils ont totalement remis en question leur mode de vie et leur attitude face à la maladie. Ils ont refusé de considérer le diagnostic de sida comme une condamnation à mort ; ils ont choisi de vivre ; ils se sont considérés comme seuls responsables de leur santé et ont cherché les moyens de relever ce défi. Certains ont continué le traitement médicamenteux chimique qui leur était proposé (AZT en particulier), mais la plupart se sont tournés vers les thérapies alternatives. Les traitements chimiques se contentent de détruire — ou tentent de réduire — le virus du sida, mais sans chercher à améliorer le terrain sur lequel ce virus s'est développé. Les méthodes alternatives font partie de ce qu'on appelle la médecine holistique[2], qui s'occupe du malade tout entier plutôt que de seulement combattre la maladie ; leur but est de renforcer le terrain, c'est-à-dire de stimuler les défenses immunitaires naturelles, qui sont justement affaiblies dans le sida — (il ne faut pas oublier que, même si le virus du sida a pour principal effet de détruire les cellules chargées de la défense immunitaire, il fallait au préalable que celles-ci soient déficientes pour qu'il puisse se développer !).

Presque toutes les méthodes de thérapie alternatives ont été employées dans le sida ; certaines semblent jouer un rôle décisif, d'autres plutôt un rôle d'appoint :

▶▶ L'hygiène de vie est un élément essentiel. Elle concerne tout d'abord le corps physique. L'alimentation vient au premier rang : élimination des produits industriels, raffinés et dévitalisés, remplacés par des aliments vivants, crus, de culture biologique (fruits, légumes, graines ger-

Apprendre à écouter son corps

OUI, le sida représente, pour nombre de sociétés pharmaceutiques, un excellent profit. L'AZT[1] se vend à la pelle et le bon peuple est invité à soutenir la recherche scientifique, qui, bientôt, trouvera le médicament miracle tant attendu !

Illusion funeste !

Quand donc ouvrirons-nous les yeux pour voir cette évidence : la santé ne sort pas des laboratoires ; lorsque notre système immunitaire est affaibli par un mode de vie antinaturel, alors la maladie nous frappe.

Le chemin vers la guérison ne passe pas par l'extermination des virus, mais par le changement des habitudes de vie. Ceux qui ont compris cela ont pu trouver leur immunité et leur santé. Ils sont nombreux ceux qui, aujourd'hui, peuvent dire : le sida ? Ah oui ! la stimulation intérieure de développement accéléré ?... Le sida, c'est l'occasion d'ouvrir les yeux : la maladie n'est pas une fatalité, mais la conséquence d'un mode de vie artificiel. La maladie est un professeur qui vient nous montrer que nous nous sommes écartés des lois de la santé. Merci maladie !

Plutôt que de vouloir combattre les maladies, il s'agit d'apprendre la santé et les principes immuables de la vie naturelle. N'est-il pas temps de briser ce "mur de Berlin" de l'ignorance et de la peur pour oser enfin vivre heureux et délivrés des maladies ? La santé, c'est possible, c'est passionnant, c'est d'apprendre à écouter son corps et respecter ses besoins. Transformons les hôpitaux en écoles de santé !

Dr Ch. S.

(1) Voir "F & D" N° 53

mées, algues). D'autres facteurs jouent également un rôle : hygiène intestinale, activités physiques, repos suffisant...

Mais, dans une maladie aussi profonde que le sida, qui touche l'être au niveau de son individualité même (l'intégralité des défenses immunitaires est liée à l'intégralité du Moi), des mesures uniquement physiques ne peuvent suffire. Si l'on veut renforcer réellement les défenses, il faut renforcer l'être psycho-spirituel dans sa globalité. A ce niveau, plusieurs démarches sont indispensables à la réussite des autres traitements : la lutte contre le stress[3] par toutes les méthodes de relaxation, la libération émotionnelle par les techniques de psychothérapie[4], la pensée positive avec la visualisation créatrice, l'éveil spirituel par la méditation et l'élargissement de son champ de conscience.

▶▶ Les traitements annexes jouent un rôle non négligeable :

▶ l'acupuncture[5] a prouvé son efficacité dans l'amélioration du terrain (étude médicale réalisée aux USA selon des critères scientifiques),

▶ l'homéopathie[6] a également fait ses preuves (Argentine, Angleterre),

▶ la phytothérapie[7] est utilisée régulièrement par la plupart des malades, plusieurs plantes ont été retenues, pour leur activité immuno-stimulante : echinacea, éleuthérocope, ginseng, aloe vera, gui (viscum album)...

▶ un extrait lipidique de l'œuf, l'AL 721, mis au point en Israël, montre des effets intéressants,

▶ l'ostéopathie[8] et certaines techniques de massages peuvent contribuer à équilibrer l'organisme.

Bien sûr, il n'existe pas de traitement ou de méthode miracle, qui soit une panacée universelle. Mais l'utilisation conjointe de plusieurs de ces thérapies a fait la preuve de son efficacité, dans une vision holistique où chaque élément agit en synergie[9] avec les autres

Un mode de vie artificiel

Mais le problème du sida pose des questions encore plus fondamentales, et ce à plusieurs niveaux :

1. — En ce qui concerne l'origine du virus, les théories sont multiples ; la théorie selon laquelle le virus proviendrait du singe vert d'Afrique et serait passé chez l'être humain à l'occasion d'une morsure semble, en fait, peu plausible. Certains parlent du problème des vaccinations (elles auraient réveillé un virus latent depuis fort longtemps), d'autres d'un accident de laboratoire... Le point capital à comprendre est que considérer que le virus est la seule cause de la maladie fait oublier que si l'immunité n'a pas été détruite par un mode de vie artificiel, le virus, quelle que

La journée mondiale sida 1990 sera consacrée aux femmes

LES femmes et le sida. Tel sera le thème de la Journée mondiale sida 1990 qui aura pour objectifs :

▶▶ de susciter une prise de conscience accrue quant aux risques que l'infection par le HIV et le sida représentent, surtout pour les femmes ;

▶▶ d'élargir et d'intensifier l'effort mondial entrepris pour enrayer le sida en mettant l'accent sur les conséquences du virus et de la maladie pour les femmes du monde entier, non seulement sur le plan strictement médical, mais aussi dans la mesure où le virus et le sida affectent les femmes en tant que dispensatrices de soins, travailleuses de la santé, éducatrices et mères ;

▶▶ de renforcer les activités et programmes de prévention du sida à tous les niveaux de la société, et particulièrement leurs éléments qui se rapportent aux femmes ;

▶▶ de promouvoir le respect et la compassion pour toutes les personnes infectées par le HIV ou atteintes du sida ;

▶▶ et de favoriser un dialogue durable, une activité soutenue et un engagement à long terme de tous les peuples du monde.

La Journée mondiale sida 1990 soulignera également le lien qui existe entre le statut des femmes au sein de la famille et de la société, d'une part, et leur vulnérabilité à l'infection et à ses conséquences, d'autre part. Elle attirera également l'attention sur les problèmes particuliers que posent le virus et le sida par rapport à la grossesse, à l'accouchement et à la croissance du nourrisson.

D'ici la fin de 1992, le nombre total de femmes atteintes par le sida depuis l'apparition de cette maladie devrait dépasser les 350 000 cas, c'est-à-dire trois fois plus que le nombre recensé à la fin de 1989.

Des millions de gens ont participé dans le monde entier à la deuxième Journée mondiale sida, le 1er décembre 1989, qui avait mis l'accent sur *les jeunes et le sida.* Avec des manifestations organisées dans plus de 160 pays, ainsi qu'aux bureaux de l'OMS partout dans le monde, la Journée mondiale sida 1989 a constitué la plus importante journée mondiale coordonnée d'information et d'activités contre le HIV et le sida jamais mise sur pied. Elle a jeté les bases d'activités futures considérablement accrues contre le sida dans de nombreux pays.

soit son origine, ne peut rien faire !

2. — Les individus qui se sont guéris du sida ont généralement fait un pas supplémentaire : non seulement ils ont modifié leur alimentation, utilisé d'autres types de traitements, mais ils ont changé, en outre, leur système de valeurs. Matérialistes au départ, la plupart ont pris conscience de la dimension spirituelle, et ont commencé une longue démarche d'évolution pour arriver à la même conclusion : la meilleure réponse au sida est l'**Amour**, l'Amour seul peut vraiment guérir.

3. — Vu sous l'angle spirituel, le sida n'est plus seulement un problème individuel, ou touchant une partie de l'humanité. Le sida est une maladie de la planète elle-même, car la Terre aussi est malade. Ses organes vitaux sont touchés (forêts, eau), son système de défense (couche d'ozone) est affaibli...

On peut vaincre le sida

C'est d'une prise de conscience à l'échelle planétaire dont nous avons besoin ; c'est à ce réveil que nous appelle le fléau du sida. En accomplissant des changements fondamentaux dans notre conscience et notre mode de vie, nous pouvons retrouver le contact vital avec les forces de notre Mère la Terre et triompher du sida.

Dr BEATRICE PETIT
et Dr CHRISTIAN SCHALLER
Fondation Soleil,
38 chemin du Bois des Arts,
1225 — Chêne-Bourg / Genève / Suisse

(1) — Séro-positif : Un individu séro-positif est celui qui a un test sanguin positif. On pense généralement que cela signifie qu'il a été en contact avec le virus du sida. Les avis diffèrent quant au nombre d'individus séro-positifs qui risquent, dans les années suivantes, de développer les symptômes du sida.

(2) — Médecine holistique : L'approche holistique de la santé est une approche globale, prenant en compte les plans physique, émotionnel et spirituel. Dans cette optique,

Des plantes pour vaincre le HIV

c'est l'individu qui est responsable des changements à faire sur ces divers plans, c'est lui l'artisan de sa santé.

(3) — Stress : Terme anglais difficile à traduire et généralement accepté en français. L'état de stress est un état de tension du en général à des facteurs tels bruits, lumières artificielles, confusion des rythmes jours et nuits, alimentation hors pays et hors saison (trop riche, toxique, excitante), obligation de s'adapter à des matières, à des machines plutôt qu'à la nature, etc.

(4) — Psychothérapie : Thérapie (traitement médical) par des moyens psychiques (qui concernent la psyché, la vie mentale, les états de conscience), fondée généralement sur la relation personnelle qu'entretiennent le thérapeute (le médecin) et le patient (le malade), et dans laquelle le transfert joue un rôle plus ou moins important. Le transfert est la substitution d'une personne à une autre, plus ancienne et plus fondamentale, dans le changement des attachements amoureux ou affectifs du sujet.

(5) — Acupuncture ou acuponcture : Traitement médical d'origine chinoise qui consiste à piquer des aiguilles en certains points du corps, selon des "lignes de force" vitales.

(6) — Homéopathie : Méthode thérapeutique qui consiste à traiter un malade à l'aide de doses infinitésimales (extrêmement petites) de substances qui provoqueraient chez l'homme sain des troubles semblables à ceux que présente le malade.

(7) — Phytothérapie : Traitement des malades par des plantes.

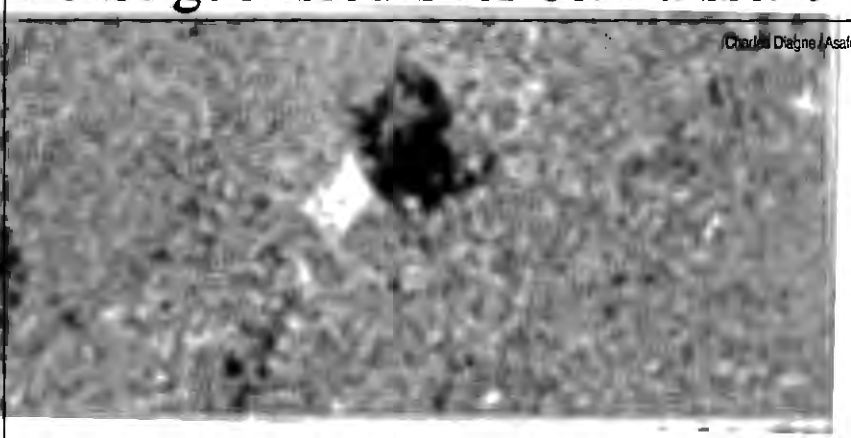
(8) — Ostéopathie : Techniques de massages et de manipulations rachidiennes et articulaires pouvant avoir une grande influence sur notre équilibre général, aussi bien physique que psychologique.

(9) — Synergie : Association de plusieurs organes pour l'accomplissement d'une fonction.

Références bibliographiques en français :
— **Nature contre sida**, Bruno Comby, Editions Soleil, 1989
— **Sida - Espoir**, Dr Françoise Berthoud et Dr Christian Schaller, Editions Soleil, 1987
— **Comment Roger s'est guéri du sida**, Bob Owen, Editions Soleil

Ces ouvrages et d'autres sur ce sujet — principalement en anglais — peuvent être consultés à la Bibliothèque Soleil, 38 chemin du Bois des Arts, 1225 Chêne-Bourg / Genève / Suisse.

Il y en a Et les guérisseurs les connaissent



Charles Diagne / Asafed

Guérisseur traditionnel en quête de plantes médicinales. "Quelques unes des plantes utilisées en Afrique pour le traitement du sida ont des propriétés biologiques telles qu'il serait intéressant d'étudier leur activité anti-HIV".

«Les plantes utilisées en médecine traditionnelle pourraient, si elles sont bien sélectionnées et analysées, produire des remèdes efficaces contre le sida», a conclu un groupe de chercheurs de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de cinq pays, dont trois d'Afrique.

Le rapport des scientifiques, parvenu à la PANA en février, recommande que des recherches, dans le domaine de la médecine traditionnelle, soient envisagées dans le cadre des programmes nationaux de lutte contre le sida.

«Les plantes médicinales fournissent des remèdes susceptibles de soigner des maladies humaines et environ 75 % de ces médicaments ont été découverts grâce à l'utilisation des plantes en médecine traditionnelle», ont noté les scientifiques lors d'une réunion à Genève.

"L'OMS devrait identifier des institutions appropriées pour l'évaluation des remèdes traditionnels dans le cadre de la lutte contre le sida", ont-ils poursuivi, appelant à une collaboration entre les programmes sur le sida et la médecine traditionnelle aux niveaux national et international.

Des propriétés biologiques

Passant en revue la situation, les chercheurs du Malawi, de l'Ouganda, de la Tanzanie, du Japon et des Etats-Unis ont indiqué que des remèdes traditionnels sont utilisés pour le traitement du sida dans toutes les régions de l'OMS.

"Dans de nombreux pays d'Afrique, par exemple, il est fréquent que des patients, qui se sont présentés à la consultation dans un hôpital où l'on a diagnostiqué le sida et qui s'aperçoivent que leur état ne s'améliore

BIBLE/CONDOM

Un voisinage insupportable

DES dirigeants religieux d'Ouganda ont protesté contre un projet du Programme national de contrôle du sida demandant aux hôteliers de mettre des préservatifs sur la même table que la Bible dans les chambres d'hôtels, rapporte le bulletin religieux APS (All Africa Press Service), un hebdomadaire publié à Naïrobi.

Pour expliquer son projet, le Programme national de contrôle du sida, qui dépend du ministère de la santé, a publié un encart dans la presse locale, qui affirme : "*Alors que la Bible peut sauver ton âme, les préservatifs sauveront ta vie*".

Cette publicité a provoqué une avalanche de lettres indignées de responsables religieux et de croyants des différentes églises chrétiennes, précise APS dans sa dernière livraison de mars.

Les opposants à cette initiative font valoir qu'en incitant les Ougandais à utiliser les préservatifs le Programme national de contrôle du sida se démarque des campagnes qu'il a lancées jusqu'à présent, sous les mots d'ordre "un seul partenaire sexuel", et "l'amour dans la fidélité".

Selon le ministère de la Santé, poursuit le bulletin religieux, le préservatif, jadis impopulaire, est de plus en plus utilisé en Ouganda.

"Les gens n'aimaient pas les préservatifs disponibles sur le marché, car ils étaient trop courts ; mais, plutôt que de continuer d'importer des modèles chinois, qui sont courts, nous importons maintenant des modèles américains, plus longs, qui ont plus de succès", a déclaré un responsable du ministère.

Plus de 12.000 cas de sida (syndrome immunodéficitaire acquis) ont été signalés en Ouganda, un des pays africains les plus touchés par la maladie.

A.F.P

pas, quittent d'eux-mêmes l'hôpital pour se tourner vers d'autres traitements et se confier à des guérisseurs traditionnels".

Les scientifiques ont, par ailleurs, observé que "quelques-unes des plantes utilisées en Afrique pour le traitement du sida ont des propriétés biologiques telles qu'il serait intéressant d'étudier davantage leur activité anti-HIV".

Les scientifiques citent des produits d'origine végétale qui possèdent des propriétés fongicides[1] et cytotoxiques[2], ajoutant que certains d'entre-eux ont été expérimentés avec succès en Chine.

Ils ont également révélé que 4 500 échantillons de plantes sont analysés chaque année à l'Institut national du cancer des Etats-Unis, précisant que ce programme, qui se poursuivra au cours des cinq prochaines années, vise à découvrir des agents anti-HIV dans les plantes médecinales.

Les chercheurs ont appris, au cours de cette même rencontre, que la médecine traditionnelle chinoise est appliquée par des confrères chinois en collaboration avec leurs homologues tanzaniens dans le traitement de patients atteints de sida.

200 patients traités en groupes témoins

Pendant trois ans, 200 patients, atteints du sida aux différents stades de la maladie, seront traités en groupes témoins.

Après diagnostic, les patients bénéficient d'un suivi clinique et le traitement dure trois mois. "Jusqu'ici, a-t-on indiqué, 17 patients ont été traités et on observait une amélioration des symtômes".

Selon l'OMS, le nombre de personnes infectées dans le monde par le HIV se situe entre 5 et 10 millions et la plupart d'entre elles développeront cette maladie pour laquelle il n'existe pas encore de remède. Au 1er janvier de cette année, 203.599 cas de sida ont été recensés dans 152 pays dont 38.248 cas dans 48 pays africains.

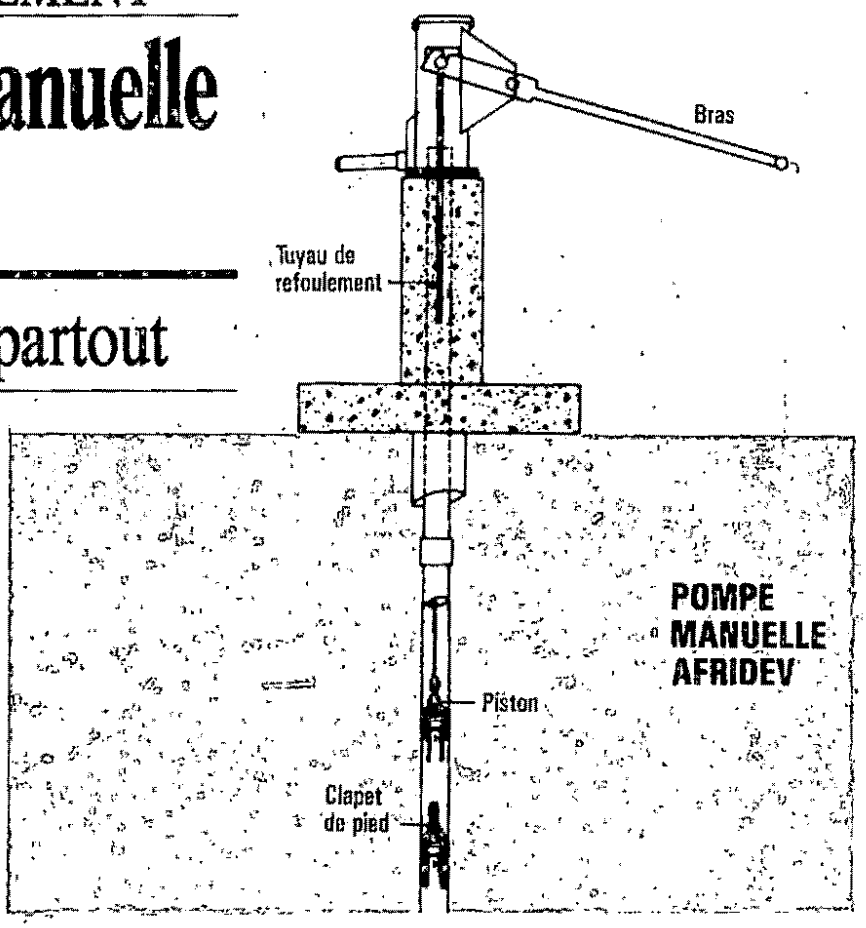
PANA

(1) — **Fongicide** : Une substance propre à détruire les champignons. Les champignons microscopiques en particulier.
(2) — **Cytotoxiques** : Substances ayant des propriétés curatives dès qu'elles sont mises en contact avec des cellules atteintes par certaines maladies.

EAU ET ASSAINISSEMENT

La pompe manuelle Afridev

Elle est présente partout



La pompe manuelle *Afridev*, lancée au Malawi et au Kenya à l'issue d'une campagne d'essais de pompes manuelles organisée par le PNUD[1] et par la Banque mondiale, est un modèle de plus en plus largement utilisé par les fabricants de pompes manuelles pour puits profonds, de la Grande-Bretagne à l'Ethiopie.

"La modèle *Afridev* est une synthèse de diverses solutions apportées aux nombreux problèmes de l'approvisionnement en eau des villages", dit M. David Grey, administrateur de programme pour le PNUD et la Banque mondiale en Afrique de l'Est. La pompe est une illustration de la notion d'exploitation et d'entretien au niveau du village (EENV), qui est désormais considérée comme un aspect essentiel du succès des projets relatifs à l'adduction d'eau.

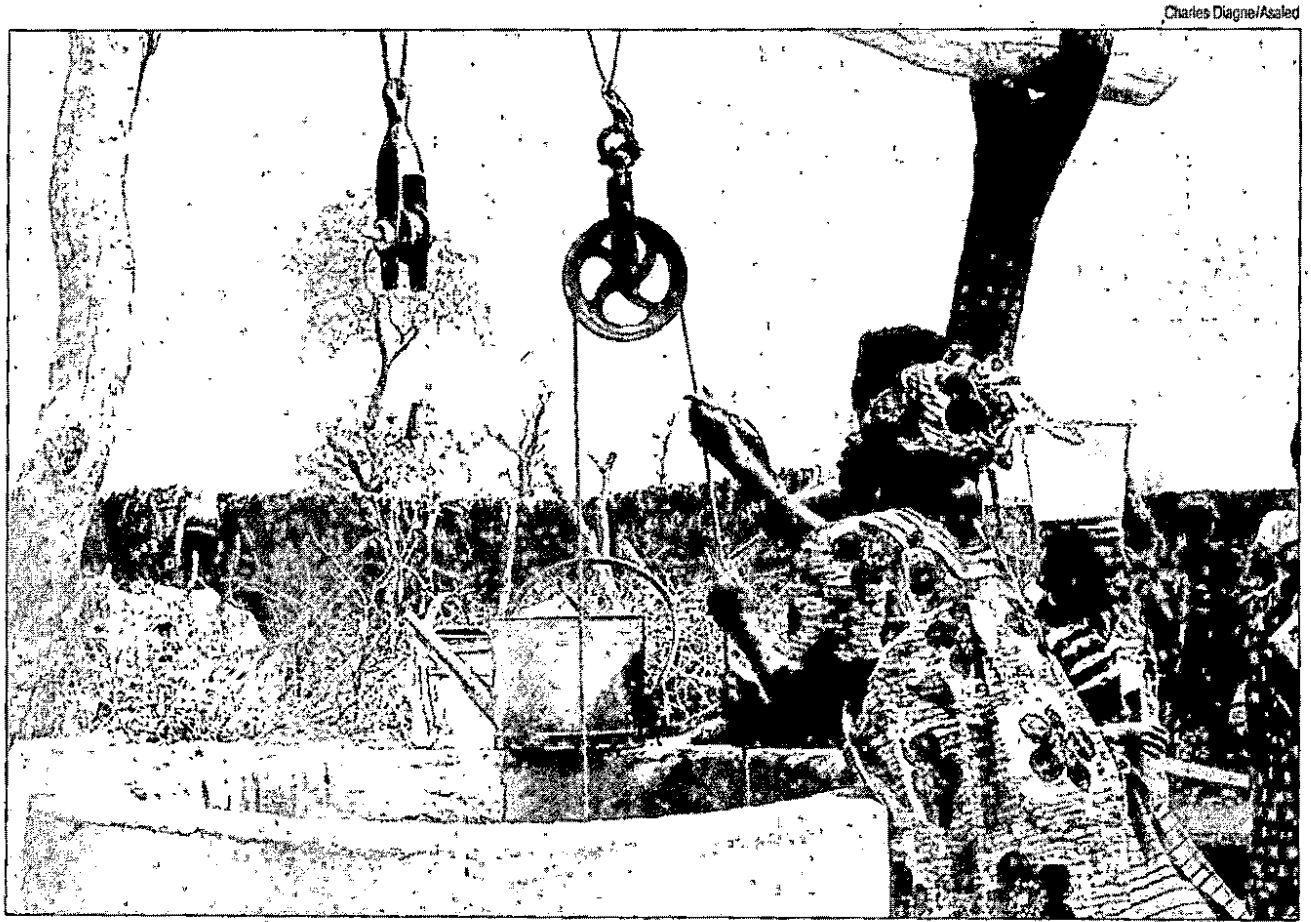
Jusqu'au milieu des années 80, les pompes manuelles posaient, avec le temps, divers problèmes qui faisaient qu'elles finissaient par être hors d'usage. Les parties en acier et en fonte se fendaient ou rouillaient. Les roulements dans la tête de pompe causaient des problèmes. Les pièces détachées devaient souvent être importées et les réparations, souvent difficiles, nécessitaient des ouvriers qualifiés et du matériel coûteux. Aussi, les villageois ne pouvaient réparer eux-mêmes leur pompe et devaient souvent attendre des mois que vienne de la ville un mécanicien capable de réparer le seul point d'eau salubre.

Au contraire, la pompe *Afridev* peut facilement être réparée, quand elle tombe en panne, au moyen de pièces qui peuvent être fabriquées localement. "Le modèle *Afridev* montre ce qui peut être fait pour une gestion collective des problèmes de maintenance", dit M. Grey. Il ajoute que "ce sont souvent les femmes qui jouent le rôle essentiel dans l'entretien des pompes manuelles".

Comme le socle est en acier léger et les tuyaux en matière plastique, la pompe est légère. Le piston, le clapet de pied et les coupelles sont en plastique, ce qui élimine le problème de la corrosion. Les parties porteuses, comme les roulements, peuvent être remplacées facilement tous les ans pour un faible coût. Alors que pour remplacer les joints de certaines

Elle peut être fabriquée sur place

Charles Diagne/Asaled



Une pompe leur ferait le plus grand bien

pompes il faut parfois cinq hommes et de lourdes machines pour soulever le tuyau de refoulement, qui peut avoir 45 mètres, les joints du modèle *Afridev* peuvent être remplacés sans qu'il faille enlever le tuyau de refoulement, et les seuls outils nécessaires pour l'entretien de routine sont un grappin au bout d'une corde et une clé standard. Le démontage est si facile que deux personnes peuvent le faire en moins d'une demi-heure.

Le prix du modèle *Afridev* est semblable à celui d'autres pompes utilisées pour les puits profonds en Afrique de l'Est ; mais toutes les pièces, à l'exception des cylindres en acier inoxydable peuvent être produites sur place. Il ne faut plus attendre les pièces importées et la fabrication locale est stimulée. Plusieurs entreprises fabriquent désormais la pompe au Kenya ; le but est de tout produire dans le pays d'ici deux ans, indique M. Grey. Le prix de 500 dollard US, avec les pièces détachées, est encore assez élevé, et cela s'explique par le fait que la production se fait en assez petites séries en Afrique de l'Est et que le coût des matériaux est assez élevé.

Des versions modifiées du modèle *Afridev* sont actuellement produites en Chine, en Ethiopie, en Inde, au Nigeria et au Royaume-Uni. En collaboration avec le Programme pour l'eau et l'assainissement du PNUD et de la Banque mondiale, le Centre suisse de technologie appliquée (SKAT) vient de publier des spécifications normalisées pour la pompe manuelle *Afridev*.

SOURCE
Trimestriel publié par le PNUD

PNUD : Programme des Nations unies pour le développement

A l'écoute des paysans

PRADERVAND (Pierre), **Une Afrique en marche**, Paris, Plon, 1989, 336 pages.

D'emblée, Pradervand proclame que "l'Afrique est en train de naître dans les campagnes" grâce au courage et à l'esprit de créativité des paysans, et ce, en dépit des difficultés de l'heure : famine, déboisement, érosion, désertification, sécheresse, endettement chronique, chômage, etc ; le tout, sur un fond culturel bouleversé. Pour l'auteur de «*Une Afrique en marche*», une révolution silencieuse est en train de s'opérer dans les villages africains sous l'impact des groupements paysans "fatigués" du système plutôt imposé que choisi et veulent créer un type de développement enraciné dans leurs traditions. Ils refusent de "toujours demander" et sont déterminés à "travailler, travailler...". Car, "le peuple s'est levé, l'Afrique est en marche" !

Les Africains, on le sait, trouvent toujours du "temps" à consacrer à leur hôte. Pradervand a eu la patience de les écouter. C'est ainsi que plus de 1 300 paysans sénégalais, maliens, burkinabès, kenyans et zimbabweens se sont confiés à lui. Les témoignages qu'il a recueillis prouvent qu'il possède réellement "l'art d'accoucher les esprits". Après onze ans passés en Afrique, ce sociologue devenu journaliste par la force des choses[1] a véritablement "violé" l'intimité des paysans dont il se réclame de l'amitié et se proclame l'interprète fidèle tout au long des 336 pages, réparties en 16 chapitres, que compte son ouvrage. Au fil des pages, on s'aperçoit, très vite, que Pradervand n'utilise que très rarement le mot "développement" car, dit-il, "il a perdu tout sens clair" parce que "chacun l'utilise à sa façon", si bien qu'on en est arrivé à l'assimiler au mot "occidentalisation" alors que, pour l'auteur, "le développement est un processus par lequel les individus et les communautés se rendent maîtres de leurs ressources, au sens le plus large du terme — autant sociales, culturelles et spirituelles que matérielles —, en vue d'améliorer leur condition selon des critères qu'ils ont eux-mêmes définis".

Beaucoup d'encre a coulé pour décrire ce qui ne va pas en Afrique. Pradervand regrette qu'"on ait si soigneusement tu ce qui fonctionne dans ce continent, en particulier l'étonnant mouvement villageois". C'est, sans doute, ce qui l'a amené à "peindre" ce qui va. "Comment ne pas être impressionné, écrit-il, par le courage des femmes qui font quotidiennement des dizaines de kilomètres, lourdement chargées, pour chercher de l'eau, du bois ou pour vendre des légumes, et ce, par des températures atteignant 45°C ?" Il constate qu'au delà des dictatures au sommet dénoncées à cor et à cri par la presse à sensation, il existe, à la base, la palabre qui permet à toutes les opinions de s'exprimer.

Un réel partenariat

"L'Afrique a été méconnue et incomprise, affirme-t-il. Sinon, l'Occident aurait su qu'il y a beaucoup à apprendre du continent noir" où "le travail, loin d'être une activité mécanique ou un simple moyen de gagner sa vie, constitue la base d'un réseau de relations ; que le temps n'est pas une poursuite des choses ou de l'argent, mais

Charles Diagne / Asafed

Construction, pierre après pierre, d'une retenue d'eau au Burkina.
« L'Afrique est en train de naître dans les campagnes ».

bien une ouverture à la vie et à la spontanéité". Caractérisée par l'individualisme, la société occidentale devrait se laisser pénétrer un peu plus par le sens du don et du partage et essayer de mieux comprendre la sagesse et l'hospitalité des populations africaines. Pour ce faire, l'Occident doit accepter la restructuration fondamentale du système économique mondial qui prévaut actuellement ; surtout parce qu'il annihile l'essentiel des efforts des paysans africains et ne profite qu'au Nord.

Pradervand propose donc aux pays nantis de créer, avec l'Afrique, un réel partenariat et de mettre en place un véritable contrat de solidarité qui puisse permettre au continent noir de vaincre la faim d'ici à l'an 2000. De quoi affirmer, avec Edgard Pisani, que " pour bien voir l'Afrique, il faut changer de regard".

GASPARD GAHIGI

(1) — Pierre Pradervand a été le premier directeur de publication de "Famille & Développement" (1974 / 1978).

Médecine d'hier pour aujourd'hui

Soignez-vous à peu de frais

"Que ton aliment soit ton remède. Que ton remède soit ton aliment". Cette "prescription" signée Hippocrate, médecin grec, date de 460 ans avant Jésus Christ.

Près de 25 siècles après, et alors que nous sommes envahis par une gamme infinie de produits pharmaceutiques, Jean Pliya "ressuscite" la formule dans trois brochures* qui décrivent comment guérir le diabète, les maladies digestives et circulatoires. "Dans tous les cas, écrit-il, il faut la réforme alimentaire".

Des médicaments naturels

Ainsi, pour soigner le diabète, "maladie de nutrition" qui résiste aux médicaments chimiques et qui se caractérise par une mauvaise utilisation des sucres et des glucides contenus dans les aliments, il propose des moyens naturels pour permettre à l'organisme de retrouver l'équilibre de son système régulateur.

Pour traiter l'hypertension, l'hypotension, les hémorroïdes et les varices, Jean Pliya offre des traitements basés sur une "alimentation équilibrée" à laquelle doivent s'ajouter une bonne hygiène de vie et un usage de moyens curatifs simples.

De même, la guérisson des maladies digestives passe, dans les trois quarts des cas, par la "réforme alimentaire", car elles sont dues, très souvent, à une alimentation déséquilibrée, parce que carencée, monotone, sucrée, carnée, etc...

Si vous voulez conserver ou retrouver une santé de fer, ces trois "petits guides" ne doivent pas quitter votre table de chevet. Des traitements naturels, simples, efficaces, et bon marché y sont décrits par un chercheur qui fait autorité en la matière pour avoir longtemps pratiqué et enseigné les méthodes naturelles de guérison.

G.G

* Editions Saint Paul — 184, Avenue de Verdun, 92 130. Issy-les-Moulineaux (France)

" Savoir pour sauver "

L'ouvrage le plus important de la prochaine décennie

L'UNICEF et l'Unesco ont joint leurs efforts à ceux de plus de 100 organisations non gouvernementales pour mettre au point un manuel intitulé "*Savoir pour Sauver*"(1) qui réunit des données essentielles sur les soins à donner aux enfants dans dix domaines clés (voir encadré) et une brochure d'accompagnement, intitulée "*Tous pour la Santé*", qui s'efforce de démontrer, au moyen d'exemples, que la promotion de la santé est — ou devrait être —"l'affaire de chacun". Elle nous apprend comment, par exemple, au Cameroun, des entreprises privées diffusent des messages concis sur la vaccination qu'ils impriment sur des boîtes d'allumettes ; comment des organisations de femmes au Kenya donnent à leurs membres des informations sur leur santé et celle de leurs enfants ; et comment des pays tels que la Colombie et l'Ouganda tirent profit du système éducatif pour mettre à la portée des parents de demain les connaissances d'aujourd'hui.

Le projet "*Savoir pour sauver*" se propose d'encourager systématiquement la multiplication de ce genre d'exemples, de façon à ce que plusieurs sources transmettent simultanément ces informations à tous ceux qui ont la charge des enfants.

Les enseignements tirés des expériences rapportées dans "*Tous pour la santé*" — sont présentés sous forme de douze étapes susceptibles d'aider les agents de communication à planifier et à diriger des activités et des programmes d'information.

Plus d'un million d'exemplaires de "*Savoir pour sauver*" et de la brochure d'accompagnement ont déjà été imprimés dans une douzaine de langues, et un certain nombre d'autres pays se préparent à publier leur propre édition.

(1) — On peut se procurer "**Savoir pour sauver**" en le commandant à Unicef, DIPA Facts for Life Unit, 3 UN Plaza, New-York, NY 10017, Etats-Unis
Prix : 1 dollar US.

Les 10 points clés

1. — La santé maternelle et infantile peut être nettement améliorée en espaçant les naissances d'au moins deux ans, en évitant les grossesses avant l'âge de 18 ans, et en limitant à quatre le nombre total de naissances.

2. — Afin de limiter les risques de la grossesse, toutes les femmes enceintes devraient consulter un agent de santé pour recevoir des soins et des conseils prénataux. Tous les accouchements devraient être assistés par un agent de santé qualifié.

3. — Pendant les premiers mois de la vie, le lait maternel constitue à lui seul le meilleur aliment et la meilleure boisson. Des aliments supplémentaires venant s'ajouter au lait maternel doivent être introduits dès l'âge de quatre à six mois.

4. — Les enfants de moins de trois ans ont des besoins alimentaires spécifiques. Ils doivent manger cinq ou six fois par jour, et leur nourriture doit être enrichie grâce à l'adjonction de légumes écrasés et de petites quantités d'huile ou de graisse.

5. — La diarrhée peut entraîner la mort si elle cause une perte de liquides trop importante pour l'organisme de l'enfant. Chaque fois que l'enfant a des selles liquides, il faut donc compenser les pertes subies en lui administrant des quantités importantes de liquides appropriés : lait maternel, grumeaux, soupes ou une boisson spéciale appelée SRO (sels de réhydratation par voie orale). Si la maladie est plus grave que d'habitude, il faut s'adresser à un agent de santé et recourir au SRO. Un enfant atteint de diarrhée a également besoin de s'alimenter pour reprendre des forces.

6. — La vaccination protège contre plusieurs maladies qui peuvent provoquer des retards de croissance, des infirmités et la mort. Toutes les vaccinations devraient être pratiquées au cours de la première année de vie de l'enfant. Toute femme en âge de procréer devrait être vaccinée contre le tétanos.

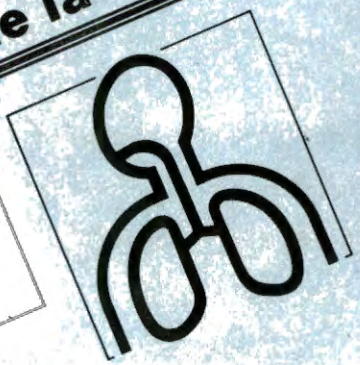
7. — La plupart du temps, la toux et le rhume guérissent tout seuls. Mais, lorsqu'un enfant qui tousse a un rythme respiratoire plus rapide qu'à l'accoutumée, il est malade et doit être conduit au plus vite dans un centre de santé. Un enfant qui tousse ou qui est enrhumé doit boire souvent et continuer à s'alimenter.

8. — De nombreuses maladies sont causées par des germes qui pénètrent dans l'organisme par la bouche. On peut les prévenir en utilisant des latrines, en se lavant les mains avec du savon et de l'eau après avoir utilisé des latrines et avant de toucher aux aliments, en évitant de contaminer la nourriture et l'eau, et en faisant bouillir l'eau non potable.

9. — Les maladies retardent la croissance. Pour récupérer le poids perdu, un enfant a besoin de repas supplémentaires tous les jours pendant la semaine qui suit immédiatement une maladie.

10. — Entre l'âge de six mois et trois ans, il faut procéder, chaque mois, à la pesée de l'enfant. S'il n'y a pas gain de poids pendant deux mois consécutifs, c'est qu'il existe un problème.

Les règles d'or de la santé



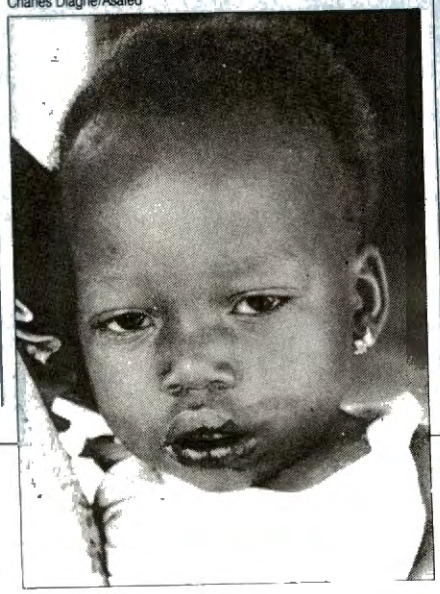
La toux et les rhumes

Bien se couvrir

• La plupart des médicaments contre la toux et les rhumes vendus dans le commerce sont inutiles, voire dangereux.

• Dans l'ensemble, les bébés nourris au biberon risquent deux fois plus d'attraper une pneumonie que les bébés nourris au sein.

Charles Diagne/Asafed



1 Lorsqu'un enfant qui a la toux respire beaucoup plus vite que d'ordinaire, sa vie est en danger ; il faut alors le transporter d'urgence au dispensaire le plus proche.

▶ Le plus souvent, une toux, un rhume, un mal de gorge, un nez qui coule finissent par guérir d'eux-mêmes. Mais ils peuvent, quelquefois, s'aggraver pour devenir une pneumonie et mettre alors la vie de l'enfant en danger. Des millions de décès dus à la pneumonie peuvent être évités si :

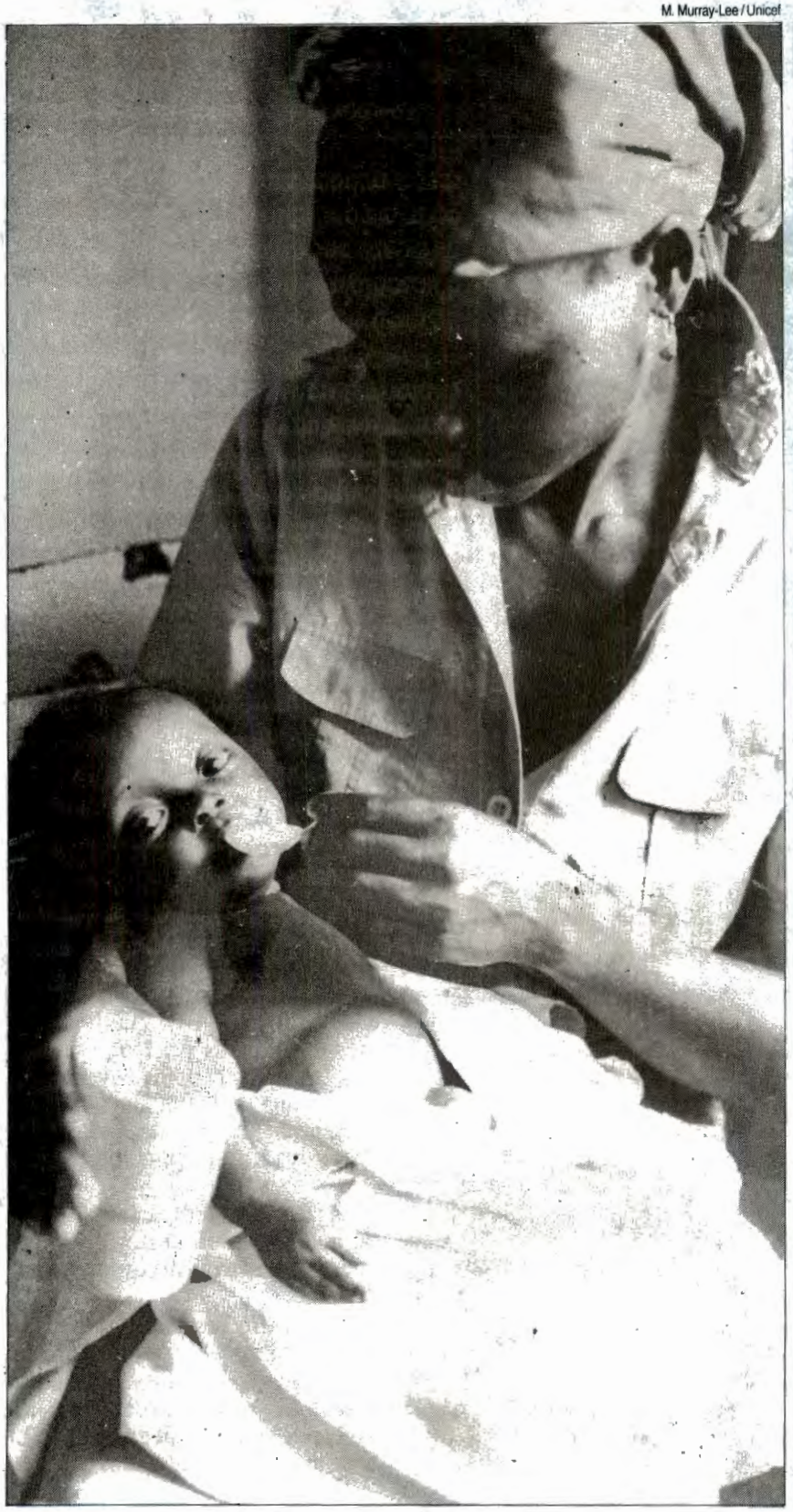
□ les parents savent quand une toux ou un rhume se transforme en une infection grave qui nécessite les soins d'un médecin,

□ les soins médicaux et les médicaments bon marché sont disponibles.

▶ Lorsque leur enfant a la toux, les parents doivent savoir qu'il est urgent de l'amener au dispensaire ou chez un agent de santé qualifié si :

□ l'enfant respire beaucoup plus vite

M. Murray-Lee / Unicef



que d'habitude (plus de 50 respirations à la minute),

□ la partie inférieure de la poitrine de l'enfant (au bas des côtes, au milieu) se creuse quand il inspire (au lieu de se gonfler comme d'habitude),

□ l'enfant n'arrive pas à boire.

▶ Si l'enfant respire normalement, une toux, un rhume et un nez qui coule peuvent être soignés à domicile sans médicaments. La plupart des médicaments contre la toux et les rhumes vendus dans le commerce sont inutiles, voire dangereux.

2 Une famille peut protéger ses enfants contre la pneumonie en les nourrissant avec le lait maternel jusqu'à l'âge de six mois environ, en leur assurant une alimentation suffisante et variée et en les faisant vacciner complètement avant l'âge d'un an

▶ **L'allaitement au sein.** — Le lait maternel assure une certaine protection contre les infections. Dans l'ensemble, les bébés nourris au biberon risquent deux fois plus d'attraper une pneumonie que les bébés nourris au sein. Il est très important de nourrir un bébé uniquement au sein pendant

◀◀◀ Lorsque l'enfant n'est pas nourri au sein, il faut l'amener gentiment à manger souvent et par petites quantités.

Chaque enfant qui a la toux ou un rhume doit beaucoup boire Larsen/Unicef

les quatre à six premiers mois de sa vie.

▶ **L'alimentation.** — Quel que soit son âge, un enfant bien nourri risque moins de tomber gravement malade ou de mourir à cause de la pneumonie.

▶ **La vitamine A.** — La vitamine A, qui se trouve dans les fruits de couleur jaune ou orange et dans les légumes verts, contribue également à protéger l'enfant contre la pneumonie.

▶ **La vaccination.** — Un enfant devrait être complètement vacciné avant l'âge d'un an. Il sera ainsi protégé contre la plupart des infections les plus courantes qui sont à l'origine des maladies respiratoires graves, y compris la coqueluche, la tuberculose et la rougeole.

▶ **L'espace vital.** — Les contacts directs avec les personnes enrhumées favorisent la contamination. La nuit, l'enfant nourri au sein peut dormir avec sa mère, mais les enfants plus âgés devraient apprendre à dormir seuls.

3 Lorsqu'un enfant a la toux ou un rhume, il faut lui donner à manger et lui faire absorber beaucoup de liquides.

▶ Lorsque l'on soigne un enfant à domicile, il faut donc se souvenir des principes suivants :

□ **Continuer à donner le sein.** — Il est parfois difficile d'allaiter un enfant qui a la toux ou un rhume. Cependant, le lait maternel contribue aussi bien à combattre la maladie qu'à protéger la croissance de l'enfant. Il faut essayer de lui donner le sein aussi souvent que possible. Moucher l'enfant lorsqu'il a le nez bouché lui permet souvent de téter, il vaut mieux extraire le lait du sein et le nourrir à l'aide d'une tasse propre.

□ Lorsqu'un enfant n'est pas nourri au sein, il faut l'amener gentiment à manger souvent et par petites quantités. Les jeûnes répétés dus aux maladies et au manque d'appétit se traduisent souvent par une mauvaise croissance. Dès qu'il n'est plus malade, l'enfant devrait manger un repas supplémentaire par jour pendant une semaine. Il ne sera complètement guéri que lorsqu'il aura le même poids qu'au début de la maladie.

▶ **Donner beaucoup à boire.** — Chaque enfant qui a la toux ou un rhume doit beaucoup boire.

4 Un enfant qui a la toux ou un rhume doit rester au chaud, mais ne doit pas étouffer de chaleur, il doit respirer de l'air pur, qui ne soit pas enfumé.

▶ **Maintenir l'enfant au chaud, mais ne pas l'étouffer.** — Les bébés et les jeunes enfants ont facilement froid, car la température de leurs corps peut baisser rapidement. Il est donc important de les couvrir pour qu'ils aient bien chaud ; mais il ne faut pas qu'ils étouffent dans des couvertures trop serrées ou qu'ils aient trop chaud.

La fièvre n'est pas forcément un signe alarmant, mais lorsqu'un enfant a de la température on peut lui donner du paracétamol (ou un autre médicament contre la fièvre).

▶ **Aider l'enfant à respirer.** — Il faut souvent moucher l'enfant, surtout avant de lui donner le sein ou avant qu'il ne s'endorme. On devrait laisser les nourrissons dormir sur le ventre. Si l'air est humide, l'enfant pourra, en principe, respirer plus facilement. On peut aussi lui faire respirer de la vapeur d'eau au-dessus d'un bol rempli d'eau chaude, mais pas bouillante.

Il faut renouveler l'air dans la chambre de l'enfant en ouvrant la porte ou la fenêtre deux ou trois fois par jour, mais éviter de l'exposer aux courants d'air s'il a la toux ou un rhume.

▶ **Purifier l'air.** — Un enfant qui vit et dort dans un environnement enfumé — soit par le feu servant à cuisiner, soit par la fumée de tabac — aura plus facilement une pneumonie que s'il vit dans un endroit où l'air est pur et régulièrement renouvelé.

Les risques augmentent aussi si d'autres personnes crachent ou éternuent tout près d'un enfant. Les personnes qui ont la toux ou un rhume devraient rester à l'écart des nourrissons.

ASAFED

Comité de restructuration

SECRETAIRE PERMANENT

M. Koffi ATTIGNON
Togo

DELEGUE DE L'ASSEMBLEE GENERALE

M^me Spérancie Mutwe KARWERA
Rwanda

Comité consultatif

M^me Mariama KEITA
Niger

M. Jacques da MATHA
Bénin

M^me Damaris MOUNLOM
Cameroun

M. Mody NIANG
Sénégal

COMMISSAIRE AUX COMPTES

externe : Adamah Dranfo KPODAR

SIEGE

Rue de l'Usine Bata,
BP : 3907 - Lomé - Togo
Tél. : 21-63-16 — Télex : 5131

famille & développement

Revue trimestrielle africaine d'éducation et de coopération technique — Rue de l'Usine Bata — BP : 3907 - Lomé - Togo
Tél. : 21-63-16 — Télex : 5131

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Koffi ATTIGNON

REDACTEUR EN CHEF

Gaspard GAHIGI

SECRETAIRE DE REDACTION

Charles DIAGNE

REDACTRICE

Délali KPEGLO

COMITE DE REDACTION

Koffi ATTIGNON
Koffi SALAKO
Gaspard GAHIGI
Délali KPEGLO
Charles DIAGNE

FABRICATION

Photocomposition
Montage :
CNPMS — BP.135 — Tél.21-38-83
PORTO-NOVO III — R. du Bénin
Dépôt légal n° — /
Impression :
EDITOGO

ABONNEMENTS

Si vous désirez vous abonner à « Famille & Développement», consultez nos tarifs (voir encadré). Les paiements se font **uniquement** par mandat-carte ou mandat-lettre internationaux. Nous **n'acceptons pas** de chèque bancaire.

REABONNEMENTS

Vous serez avisé avec la quatrième livraison — l'abonnement couvrant 4 numéros. Pour éviter toute interruption, vous pouvez renouveler votre abonnement dans les 60 jours en versant la somme exigée au CCP 2598 —Lomé — Togo.

CHANGEMENT D'ADRESSE

Nous prévenir au moins un mois avant la prochaine livraison en **n'oubliant pas** de joindre l'équivalent de 100 F CFA en coupon-réponse international.

REDACTION

Les manuscrits, documents (photos, dessins et autres) non acceptés ne sont pas rendus. Prière donc d'en conserver un double.

DIFFUSION

« Famille & Développement » est vendu dans toute l'Afrique francophone (voir tarifs). Pour tout autre pays, sauf la France et la Suisse, sur abonnement uniquement.

Distributeurs

BENIN

Etablissements PUBLI-PROMOTION
B. P. 1169
Cotonou

BURKINA

Librairie Papeterie AFRICAINE
B. P. 46
Ouagadougou

BURUNDI

BURUNDI MEDIA
B. P. 982
Bujumbura

CAMEROUN

Messagerie de Presse du Cameroun
B. P. 759 — Douala
Messagerie de Presse du Cameroun
B. P. 389 — Yaoundé

CENTRAFRIQUE

Nouvelles Messageries Centrafricaines
B. P. 1393
Bangui

CONGO

MAISON DE LA PRESSE
B. P. 817
Pointe-Noire

SCORE
B. P. 2495
Brazzaville

MAISON DE LA PRESSE
Avenue Foch
B. P. 2150
Brazzaville

COTE D'IVOIRE

EDIPRESSE
09 B. P. 254
Abidjan 09

FRANCE

Librairie L'HARMATTAN
18, Rue des Ecoles — 75006 Paris
LIBRAIRIE PRESENCE AFRICAINE
s/c M^me Isabelle Faurous-Palacio
25, Bis, Rue des Ecoles
75005 Paris

GABON

SOGAPRESSE
B. P. 121
Libreville

MALI

Ets DEVES & CHAUMET
B. P. 64
Bamako

MAURITANIE

M. Anne SAADA
B. P. 177
Nouakchott

NIGER

Agence de Distribution de Presse
B. P. 67
Niamey
Librairie Papeterie Evangélique
B. P. 486
Maradi

RWANDA

Librairie Caritas
B. P. 1078 Kigali
Office Rwandais d'Information (ORINFOR) — B. P. 83
Kigali

SENEGAL

Agence de Distribution de Presse
B. P. 374
Dakar

SUISSE

M. Michel Schaller
7, Rue du Beulet
1203 Genève

TCHAD

Librairie AL AKHBAAR
B. P. 533
NDjaména

TOGO

Toutes les librairies — papeteries
Toutes les LIMUSCO

ZAIRE

Bureau de Diffusion au Zaïre
B. P. 3216
Kinshasa — Gombe

Prix de vente au numéro (en kiosque)

1/ — Afrique de l'Ouest et Afrique Centrale (Mauritanie : 100 UM ; Burundi : 140 FRB ; Rwanda : 120 FRW ; Zaire : 155 Z).	500	FCFA
2/ — Autres pays en Afrique	600	FCFA
3/ — France	15	FF
4/ — Suisse et autres pays en Europe	15	FS
5/ — Amérique, Asie, Océanie	5	$ US

Abonnement annuel (Avion)

1/ — Afrique de l'Ouest et Afrique Centrale (Mauritanie : 500 UM ; Burundi : 700 FRB ; Rwanda : 600 FRW ; Zaire : 375 Z).	2.500	FCFA
2/ — Autres pays en Afrique	3.000	FCFA
3/ — France	80	FF
4/ — Suisse et autres pays en Europe	50	FS
5/ — Amérique, Asie, Océanie	25	$ US

Les opinions exprimées dans les articles ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Asafed, du comité de rédaction ou des représentants nationaux de F et D.

PIERRE PRADERVAND

Une Afrique en marche

Couverture © Pierre A. Pittet, Genève

PLON

D'un voyage à travers le Sénégal, le Mali, le Burkina-Faso, le Zimbabwe et le Kenya, Pierre Pradervand a rapporté un témoignage étonnant. Un livre qui balaie les préjugés et suscite l'espoir.

Il nous fait découvrir une autre Afrique, ignorée des médias, l'Afrique des villages où a lieu une révolution silencieuse, qui, à l'insu de presque tous, est en train de poser les bases de l'Afrique de demain : des millions de paysans s'y organisent en dizaines de milliers de groupements villageois ; prenant en main leur destin, ils créent, inventent, mettent sur pied de puissantes organisations paysannes. Ils sont à la recherche d'un "autre développement" qui ne soit pas une copie conforme du modèle occidental.

Ce livre nous oblige à réviser radicalement notre image de l'Afrique. Comme le souligne Edgard Pisani dans sa préface : "La façon que Pierre Pradervand a eue d'aborder l'Afrique est fascinante. Loin des vues cursives et des discours prospectifs, loin des analyses macro-économiques, il est allé chercher la vérité auprès des paysans et il l'a découverte. Il faut le suivre dans sa démarche et écouter, grâce à lui, ces femmes et ces hommes sur qui repose l'avenir de l'Afrique et qui disent l'Afrique dans sa vérité essentielle."

Pierre Pradervand travaille depuis vingt-quatre ans dans le domaine du développement, dont onze années passées en Afrique comme sociologue, puis comme représentant régional d'une organisation non gouvernementale internationale, et surtout comme cofondateur et directeur de la revue *Famille et développement* de Dakar, longtemps l'une des revues les plus diffusées sur le continent. Depuis le début des années 80, l'auteur se consacre à sensibiliser le public sur les problèmes Nord-Sud. Il a été consultant pour les questions de développement de plusieurs organisations, des Nations unies au Département fédéral des Affaires étrangères de son pays natal, la Suisse.

Une Afrique en marche

PIERRE PRADERVAND

Michel Mélène publicité

Prix TTC 130 F PLON

Découper selon le pointillé *

A renvoyer à Famille et Développement B. P. 3907 Lomé Togo (service des abonnements)

Nom : .....

Profession : .....

Adresse : .....

Pays : .....

J'ai versé mon paiement dans votre CCP 25-98 Lomé (Togo) sous le reçu n° ..... du .....

Date : .....

Réabonnement ☐
(Marquer d'une croix)

J'ai connu FAMILLE & DEVELOPPEMENT par .....

.....

* Peut être recopié

A créer : un monde sans faim d'ici l'an 2000.